

Didier Dufau

Gagner les Elections **et** **Redresser la France**

**Le programme complet des
Français Honnêtes !**

Introduction :

L'erreur à ne pas faire

Lorsqu'un homme politique, dans un parti politique, se retrouve, après bien des tourments, « en situation », se pose aussitôt la question délicate du programme. Les médias et les électeurs sont intéressés par la compétition entre les personnalités. Le programme, c'est compliqué. Cela exige des experts qui s'y croient un peu trop. On y trouve des propositions discutables qu'il va falloir défendre. Il va inquiéter une partie du pays. Quelle énergie devra être mobilisée pour se dépêtrer de tous ces inconvénients ! La communication est plus facile à contrôler. Elle permet de livrer plus ou moins élégamment les paroles que veulent entendre les électeurs, sans trop s'engager !

Dans une bataille d'image, on ne pleure pas sur les adjectifs : le courage est extrême, la détermination, sans faille, la lucidité, déterminée, la rupture, franche... Mais dès qu'il faut passer aux mesures concrètes, surgit l'impératif supérieur de l'attentiste prudent : le sérieux. Ne nous emballons pas. La fête à Neu Neu des bonnes idées, pas question ! Le sondage d'abord, le communicant ensuite, la posture efficace enfin. Et chut !

Après le silence des lendemains de défaite, pour ne pas aggraver les choses, le silence dans une perspective de victoire pour ne pas compromettre les choses...

Ce livre conteste cette approche et en propose une autre radicalement différente : ***On ne gagne pas quand on n'a rien à dire alors que les Français constatent l'effondrement radical de leur patrie !***

Les causes de la marginalisation de l'UMP puis de LR

Sans un minimum de compréhension des causes de notre marginalisation, impossible de repartir d'un bon pied. Tout se dégrade à partir de la non-réélection de Nicolas Sarkozy en 2012.

La cause numéro1 de la défaite est la crise économique mondiale qui se déclenche en 2008 (qu'il n'avait pas voulu voir) aggravée par celle de la zone euro en 2011. Toutes les alternances politiques, en dehors des dissolutions d'assemblée aventurées, sont rythmées par les récessions mondiales depuis 1973. Sans que quiconque ne s'empresse d'en analyser les causes et ne propose des solutions. Cela fait seulement cinquante ans que cela dure !

La cause numéro 2 est l'affaire totalement politicienne des débauchages socialistes, en marginalisant son propre camp. Aller chercher Kouchner pour son aura médiatique façon sac de riz sur l'épaule au milieu de 150 journalistes et lui donner un grand ministère régalien brouillera toutes les cartes.

La cause n°3 est de s'être contenté de faux semblants. On prétend avoir empêché les grèves abusives du secteur public, contourné les 35 heures, nettoyer les banlieues au Karcher. On garde l'ISF et les 35 heures. On cède sur la « double peine ». On refuse de reconnaître le caractère génocidaire du massacre des paysans ukrainien. En fait, on cherche à être réélu avec l'accord tacite de la gauche. La seule action portera sur le retardement de l'âge de départ à la retraite, dans le privé. Et la réduction du nombre de policiers, d'enseignants et de personnel

dans les hôpitaux qui sera très mal vécue alors que la délinquance s'est mise à flamber, l'enseignement public à s'effondrer et la santé à se désorganiser gravement.

La cause n°4 est d'avoir voulu surfer sans nuance sur l'europhisme et l'écologisme. Le traité de Lisbonne permet de contourner l'échec du referendum sur la constitution européenne et ouvre une plaie démocratique qui ne se referme toujours pas. Le « grenelle de l'environnement » conforte une emprise écologique sur la vie nationale qui finira par causer d'énormes dégâts.

La cause n° 5 est une tendance à la légèreté sur des questions de légalité qui le conduiront au bracelet électronique.

Quelles leçons en tirer pour la prochaine campagne ?

Nicolas Sarkozy, après avoir créé beaucoup d'espoir et obtenu une victoire sans mérite contre Ségolène Royal, s'est coulé dans le politiquement correct de gauche tout en développant une image de matamore de droite. Il a fait sa révérence à l'ISF, aux 35 heures, à l'écologisme, à l'europhisme, au justicialisme et finalement aux socialistes avec lesquels il s'est cru compatible. Il ne s'est réellement battu que contre François Bayrou qui finira par voter Hollande en 2012, puis Macron en 2017.

En matière économique il n'a pas voulu s'attaquer aux causes des crises à répétition ni aux faiblesses de l'Euro, même si son action en a limité les conséquences. Il a acté l'impuissance de la France depuis Maastricht.

Cela ne veut pas dire naturellement que la présidence Sarkozy a été vide d'actions utiles. Nous ne cibons ici que les causes de la non-réélection. L'important est de comprendre qu'après avoir été élu sur une contestation du chiraquisme et une bataille violente avec le centrisme de Bayrou, l'accueil de socialistes et l'absence de courage montrée face aux sottises ruineuses mises en place par Mitterrand et Jospin, a fait perdre à l'UMP une partie de ses troupes et beaucoup de centristes. Sans alliés ni discours programmatique crédible, l'échec était inévitable.

L'affection et la reconnaissance ont justifié le retour de Nicolas Sarkozy à la tête de l'UMP. Mais cela a bloqué toute remise en cause, et enfermé la réflexion sur les changements nécessaires. Le changement de nom de l'UMP en LR était un américanisme sans réelle justification et a favorisé la désaffiliation des militants.

La relance de LR lors de la campagne de François Fillon

Malgré la tempête totalement hors sol de l'affrontement Copé-Fillon lors des élections à la tête de LR, le succès de ce dernier aux primaires présidentielles en vue de 2017 a permis un véritable travail de programmation. Après la catastrophe qu'aura été le quinquennat miteux de François Hollande contraint de ne pas se représenter, tout le monde avait compris qu'il fallait un programme de redressement fort.

Les mesures étaient massives : report sur la TVA d'une partie des charges sociales, réduction de 500.000 des effectifs publics, allocation sociale unique, flat-tax sur les revenus de l'épargne...On sait la suite. L'action de la justice, menée avec une précipitation jamais vue, fera dérailler la candidature. En dépit de tout, LR atteindra les 20%. Il sera doublé par Emmanuel Macron par la trahison ultime de François Bayrou qui apportera les 4% critiques.

Le programme Fillon est exclusivement un programme de contrôle des dépenses publiques et des déficits sociaux et budgétaires. Des sujets entiers manquent. Rien sur : l'Europe et ses

dérives, la natalité qui s'effondre, l'écologie et l'énergie, l'immigration, le Wokisme, la sécurité, les questions monétaires, l'emprise des normes et de la bureaucratie

Cela faisait tout de même beaucoup de « trous dans la raquette ».

Emmanuel Macron contrera ce plan assez facilement :

En remettant en cause le tabou de l'ISF

En annonçant une flat-tax sur les revenus financiers

En prétendant revenir sur les largesses du chômage

En évoquant le rajeunissement d'une start-up nation.

En proposant la suppression de la taxe d'habitation, une démagogie sans nom !

En annonçant diverses « révolutions », à partir d'un livre flottant sur l'air du temps et mélangeant tous les « en même temps ».

Macron, venant de la gauche, a été plus audacieux que la droite, hypnotisée et tenue en respect par la gauche depuis 1945. Est-ce que cela veut dire que la tactique et la démagogie doivent l'emporter sur tout programme de fond ?

Ce serait une bien triste nouvelle et l'état où se trouve la réputation d'Emmanuel Macron et la déréliction qui frappe tant de sujets régaliens ne plaident pas en faveur de cette idée. Il ne reste rien du macronisme sinon une inquiétude sur la psychologie du Sieur.

Il est plus juste d'affirmer qu'il y avait plusieurs lacunes dans le programme Fillon :

Personne, dans l'électorat, n'a compris réellement ce que serait la situation future, faute de l'avoir décrite en détail. Les Français veulent savoir où on les emmène. « La faillite nous voilà », cela ne suffit pas.

Il manquait des mesures de rupture : suppression de l'ISF ; flat tax aussi bien pour les revenus immobiliers que mobiliers, immigration réduite à l'immigration de travail, remise en cause du tout-européen, et du tout-écoco, abandon du laxisme pénal, diplomatie de la prospérité et lutte contre les récessions importées, lutte contre la bureaucratisation et la prolifération administrative...

Erreur d'approche, en se focalisant sur la différence entre brut et net, étant donné qu'il s'agit de cotisations et on ne peut pas transférer les cotisations individuelles sur des impôts indifférenciés. On change totalement le système. Cette erreur a été reprise par Éric Zemmour et, Laurent Wauquiez. L'élément de langage est creux et trompeur. On prend les salariés pour des débilés.

Il faut tenir compte de ces erreurs pour affronter les prochaines échéances programmatiques, dans une situation désormais fondamentalement dégradée par la gestion exclusivement nombriliste et destructrice d'Emmanuel Macron.

Le silence qui tue

Après l'élévation de l'ami Jacob à la présidence de LR, un silence absolu a été pratiqué par le parti et les différentes échéances électorales ont toutes été perdues, en même temps que les partis concurrents naissaient ou grossissaient.

LR a affronté les municipales de 2020 sans aucun programme. Il a perdu la quasi-totalité des grandes villes et confirmé son recul dramatique à Paris. Il n'y a eu aucune analyse de cet échec.

LR a affronté les Présidentielles avec Mme Pécresse sans aucun programme et sans unité, avec une campagne calamiteuse et une déroute à l'arrivée.

LR a affronté les Européennes avec un bon candidat en la personne de F.X. Bellamy sans disposer du moindre programme, avec des résultats décevants.

LR a affronté les législatives anticipées voulues par Macron de façon folle et scandaleuse, sans aucun programme, avec des résultats franchement déplorables.

Eric Ciotti avait voulu lancer des commissions thématiques sur des sujets fondamentaux. Cela devait avoir lieu au premier semestre 2023. Les participants ne furent choisis qu'en septembre et tout sombra dans le néant faute de volonté des équipes dirigeantes, divisées publiquement en clans sur à peu près tous les sujets.

On a du coup laissé tout le champ de la réflexion nouvelle à des personnalités comme Éric Zemmour et pour finir Éric Ciotti a tenté une alliance électorale surprise avec le RN. La saga des Éric n'a pas été fameuse pour LR !

Le silence programmatique, dans la division, est bien une arme de destruction politique massive.

La nouvelle situation politique

Il est clair que la promotion de Bruno Retailleau avec un score de maréchal change la donne. Il s'est passé quelque chose. Une incarnation de LR s'est installée. Elle est fragile mais réelle.

Deux échéances se présentent : les Municipales et les Présidentielles, avec auparavant le risque d'une législative anticipée.

Si LR va, à nouveau, au combat sans programme, l'échec est assuré. La jurisprudence est trop bien établie. La maxime : on ne sort de l'ambiguïté qu'à son désavantage, ne doit pas nous aveugler. Quand on n'a rien à dire on n'est pas écouté. On ne peut pas se contenter d'éléments de langage.

Il est indispensable d'asseoir le renouveau de LR sur une base programmatique nouvelle et cette fois-ci réellement de rupture, en tirant la leçon des échecs précédents. Il faut que le débat ait lieu en interne, avec les militants, et que les programmes nationaux et municipaux aient été tranchés bien avant. **C'est-à-dire au plus tard dans les cinq-six mois à venir !**

LR doit asseoir son discours sur trois piliers :

- Un programme électoral municipal, de dimension nationale, inscrivant toutes les initiatives locales dans une action globale, unitaire, ouverte et offensive.
- Un programme de redressement économique de rupture et, cette fois-ci, complet
- Un programme de reconstruction de la puissance démocratique et régaliennne française.

Nous proposons dans cette étude :

- le projet **EQUILIBRE** de reconquête municipale, basé sur des **plans d'espoir** pour chaque ville (PEPV) inscrits dans une approche globale de redressement national

- le projet **600 MILLIARDS PLUS** qui considère que la reprise massive de la production est le seul vecteur permettant de sortir du déclassement et de la faillite.
- Le projet **RESPECT DE LA FRANCE** qui vise à rétablir l'idée nationale, la force de l'Etat, c'est à dire la sécurité et la justice, ainsi que les fonctions régaliennes.

I – Le projet EQUILIBRE

a. *Pourquoi avoir choisi le nom EQUILIBRE pour le programme de reconquête municipale ?*

Tous nos programmes sont puissants et marquent des ruptures profondes. Ils doivent donc être équilibrés pour ne pas verser dans l'autoritarisme et l'esprit partisan. Il s'agit de rendre possible ce qui est nécessaire. Pas d'imposer, comme pour les coalitions Vertes et socialistes, accompagnées par l'extrême gauche antidémocratique, la brutalité parfois sordide d'une idéologie. **Nous voulons être offensifs sans être offensants.** Les Verts viennent d'annoncer un programme arrogant et violent « d'élimination de la droite » des principales villes non conquises lors des élections précédentes. Ce programme est marqué par les **quatre M** des coalitions arc-en-ciel, « Mensonges, Mépris, Malveillance, Malfaisance ». Très typique, ce mot « éliminer ». Il faut protéger les « liminaires », nouveau nom des rats et autres nuisibles. Mais l'électeur de droite est à éradiquer ! Il est grand temps de se mobiliser contre ce sectarisme dément et totalement désinhibé.

EQUILIBRE signifie ouverture politique : ses programmes doivent être la base de discussion pour la formation de coalitions. Les accords purement politiques sans programme ne sont que ruine de la République et des partis. On doit s'unir pour agir et bien définir, avant de signer un accord, quel sera le détail du programme à mettre en œuvre. Nous ne nions pas la part féodale et des intérêts personnels dans la vie politique, notamment locale. Nous ne nions pas plus la tentation de l'homme providentiel et de la belle image médiatique qui sait séduire. Mais ne compter que sur la Com' et les petites combinaisons d'arrière-salle ne fait que dégoûter l'électorat. « Ils ne pensent qu'à leurs petits intérêts et places ». Il faut pouvoir dire à l'électeur : « nous visons les objectifs suivants. Si vous êtes d'accord nous rendrons des comptes sur leur réalisation ».

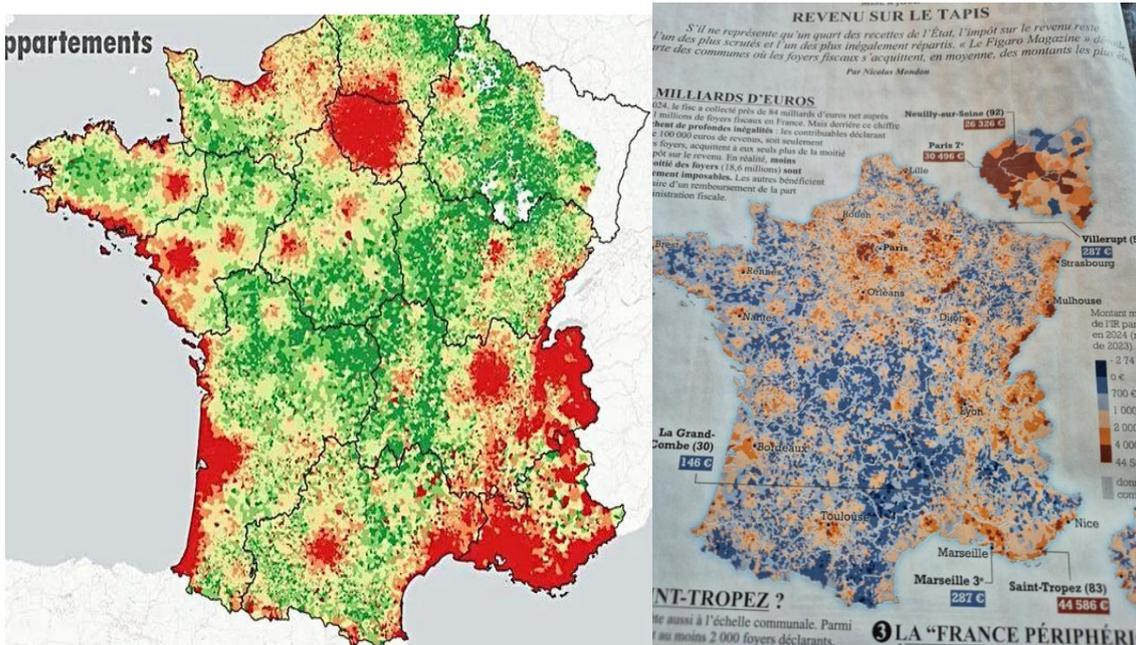
EQUILIBRE signifie aussi que nous n'avons pas d'ennemis de principe dans la population, contrairement à nos adversaires qui ne cessent d'avertir que tel ou tel groupe « a du souci à se faire ».

EQUILIBRE signifie en particulier que sur les questions de circulation, l'approche ne sera pas hystérisée. Un équilibre sera recherché entre les différents modes souhaités par la population. Avoir utilisé le vélo pour frapper les automobilistes sans nécessité est l'exact inverse de ce que nous voulons faire. Toutes les mesures sciemment vexatoires, ciblées contre tel ou tel, seront immédiatement abolies. Naturellement, c'est aussi vrai pour toutes les questions qui touchent à l'écologie. Il existe une aspiration écologique légitime que nous reprenons 100% à notre compte. Mais elle ne justifie pas les sottises, les gaspillages et les provocations.

EQUILIBRE suggère que toutes les questions sociétales seront traitées avec le désir de mettre fin à des actions militantes souvent odieuses et anti-démocratiques mais sans ignorer les aspirations légitimes de telle ou telle partie de la population.

b. Pourquoi le choix jusqu'ici délaissé par LR, de cibler les grandes villes et la Capitale ?

Le tableau ci-dessous donne la réponse. Où se forme la valeur en France ?



Le tableau de gauche donne la répartition de la valeur des appartements dans toutes la France (moins, curieusement l'Alsace et la Lorraine, qui semblent être considérées désormais comme purement européennes et hors de France). Celui de droite donne la concentration des revenus. Les résultats sont identiques. Richesses et revenus sont concentrés dans les villes qui sont le moteurs modernes de la prospérité.

On notera la prévalence de la mer et de la montagne dans la fortune de la France. Elles attirent les retraités et les investisseurs du monde entier.

Surtout, on comprendra à partir de ce tableau que 80% de l'augmentation de valeur ajoutée se fait en France dans les grandes villes et leur environnement proche. Cette réalité n'est pas prise en compte par le milieu politique qui en est resté à « Paris et le Désert Français », le livre du sinistre géographe Gravier, qui a capitalisé sur la haine provinciale de Paris pour fixer dans les esprits des concepts ineptes.

En abandonnant les grandes villes aux Verts décroissantistes qui cherchent la paralysie économique, les électeurs ont détruit des possibilités de croissance de la France **entière**, sans même s'en rendre compte. Si la France est contrainte à la stagnation économique et à l'ambiance récessionniste qui prévaut depuis 6 ans, dans la France ds grandes villes, c'est largement à cause de ce choix. Nous en avons un témoignage brûlant : celui du PDG de Safran, Olivier Andries, qui a déclaré courageusement qu'il

n'investirait plus dans des villes dirigées ou dominées par les Verts ! Safran s'affranchit des Verts ! Le lien entre défaite économique et les Verts devient incarné. Il prenait exemple sur l'attitude répulsive de la ville de Rennes à son projet de création de 500 emplois. La maire de Rennes comme la maire de Nantes sont totalement liées à « l'écolo-terrorisme » mobilisant des extrémistes violents contre tout projet utile à la croissance. Il faut relancer le dynamisme des grandes villes et de la capitale pour relancer le dynamisme économique général. Celui qui ne comprend pas cela est un ignorant ! Il faut se défaire des réflexes acquis de méfiance pour la grande ville, si fréquent dans les mieux politiques et au sein des commentateurs médiatiques.

c. En matière de sécurité il faut absolument assurer un nouvel EQUILIBRE entre délinquance et forces de l'ordre

Inutile d'insister maintenant que partout les kalachnikovs sont de sortie et qu'on s'en prend directement aux agents pénitentiaires, alors que les attaques politiques contre les personnes dans les universités et les enceintes culturelles ont atteint de nouveaux sommets, pratiquement toujours dans les villes dont nous espérons la reconquête.

Qui encore se cache les yeux pour ne pas voir que se multiplient les manifestations de violences débridées, les meurtres ou assassinats devant les écoles, les vols répétées en bandes organisées, le car-jacking quotidien comme à Nantes, les ventes de drogues devant les maternelles et les guerres territoriales de bandes assises sur le narcotrafic ? Les villes où tout cela se développe à la plus grande vitesse sont tenues par des Verts ou des Socialistes ralliés qui considèrent toute politique sécuritaire comme contraire à leur idéologie. On ne compte plus les maires Verts ou Roses qui ont, dans une certaine mesure, par leur carence assumée en matière sécuritaire, les mains rougies du sang de leurs administrés. Un grand coup de balai est indispensable. Pas eux ! Pas ça !

d. La population prioritaire à reconquérir

Le journal Le Parisien, un journal depuis longtemps au service exclusif de la municipalité en place à Paris, un peu comme France-Soir était naguère le quotidien toujours gouvernemental, fournit un exemple parfait d'une attitude que nous devons comprendre pour mieux la contrer. Il s'agit d'un article intitulé « Un dîner chez... ». En l'occurrence trois retraités Carole, son frère Cyril et Jean-Paul, le mari, logés dans le XVI^e arrondissement. Pour eux « diminuer la place de la voiture va dans le sens de l'histoire », les transports en commun sont formidables, le vélo électrique épatant. « Ils sont séduits par la ténacité d'Hidalgo ». Bien sûr « c'est parfois le merdier au niveau de la circulation ». Mais tant que le clafoutis aux poires reste délicieux, « ils seraient emmerdés que la gauche perde Paris ».

On dira que le Parisien fait lourdement la propagande de la municipalité avec des gros sabots et des témoins bien sélectionnés. C'est exact mais à côté de la plaque : ces gens votent et ils sont nombreux. Dans toutes les strates de la population des grandes villes le souci de verdure, l'acceptation de l'éviction des voitures, les soucis de santé publique, la bienveillance pour tous, du pigeon à l'immigré africain, exercent une certaine fascination. Qu'ils s'agissent de retraités soixante-huitards qui ont bénéficié de

la retraite à 60 ans et des 35 heures, et ont marché à fond dans « touche pas à mon pote », ou ce l'on appelle les Bobos, des bourgeois plutôt aisés qui comprennent qu'on chasse des villes les activités polluantes (et les ouvriers correspondants) et qu'on protège des autres leur périmètre de vie (l'enfer c'est les autres), ou de jeunes formées à l'écologisme fanatique par l'école et l'université, ces groupes représentent une force électorale importante. Lors des précédentes élections municipales, marquées par les débuts de l'épidémie de Covid, et le pic de la peur climatique alimentée par le GIEC, on a vu les préoccupations écologiques et de bien-être prendre une place inhabituelle. Ce qui explique en partie le succès des Verts et l'échec de LR.

Les prochaines élections seront dégagées de cette circonstance très particulière qui a fait chauffer les peurs, généré une demande forte de protection et un soutien résolu aux préconisations du GIEC.

Aujourd'hui, le GIEC paie ses mensonges et ses exagérations. On constate un retour de bâton qui lui est dommageable. Les gens ont vu ce que faisaient les coalitions dominées par les Verts. Le Covid est loin. Les dégâts sociaux de certaines mesures prises au nom de l'écologie ont provoqué des réactions violentes. L'évolution est favorable au changement de cap mais cela ne suffira pas pour reconquérir une bonne partie de ce segment électoral.

Il faut d'abord montrer notre accord total pour le besoin de santé et un soutien sans faille à la lutte contre les pollutions. Ces préoccupations sont légitimes et totalement assumées dans le projet EQUILIBRE. Le problème est justement que ces municipalités ont « créé le bordel » et gravement déséquilibré, par passion outrancière, la vie économique, culturelle et sociale de la ville. On propose un rééquilibrage, raisonnable et bien proportionné.

Nos adversaires n'ont pas cherché prioritairement à développer la lutte anti-pollution mais les luttes islamo-gauchiste et Woke. L'écriture genrée dite inclusive n'améliore ni les pollutions ni la santé publique, pas plus que les réunions excluant l'homme blanc hétérosexuel, pas plus que les salles de shoot et les mosquées aux pieds des immeubles.

Surtout, la destruction de la prospérité, déchainée par des forces violemment anticapitalistes, a fait chuter la croissance globale sans que personne n'en prenne conscience. Il faut rappeler à nos trois retraités que le clafoutis aux poires, c'est temporaire. Si le gouvernement fait ce qu'il annonce, ils vont perdre 10% de leur revenu de retraite, 5 à 6% de plus avec la désindexation, encore plus avec les contraintes sur les propriétaires et s'ils sont locataires sur la hausse obligatoire des loyers du fait des réglementations écologiques démentielles. Ne parlons pas des possibilités de carrière de leur descendance ! Tout cela est dans les tuyaux.

Ils ont été des privilégiés. Tant mieux ! Mais ils font désormais du tort aux jeunes générations. Ils risquent d'être aussi victimes des blocages qui empêchent la bonne circulation des ambulances, des voitures de pompiers et des véhicules de police ou qui gênent gravement l'accès aux Hôpitaux.

De même, les bus c'est bien. Mais tous doivent savoir qu'ils circulent désormais à 4 km/h à Paris et sont boudés par les usagers avec 15% de passagers en moins l'année dernière à Paris. La suppression des voies réservées aux bus pour les remplacer par des voies cyclistes a été une catastrophe. Conduire un bus à Paris est devenu odieux et les candidats commencent à manquer.

Nous devons convaincre qu'il faut faire autrement, ce que propose le projet EQUILIBRE qui annonce parfaitement la couleur.

Bien sûr il faut éviter de se caler constamment sous le drapeau de la droite, la seule, la vraie, l'authentique, la décomplexée, etc. Il s'agit de RAS-SEM-BLER toutes les catégories de votants souhaitant une politique équilibrée et enrichissante au cœur des grandes villes françaises en supprimant le « permis de tuer la ville » accordé un peu trop légèrement à des fanatiques dans un moment très spécial, marqué par la survenue brutale de la crise du Covid.

e. Les Plans d'espoir pour la ville (PEPV) et les Plan d'espoir par arrondissement (PEPA).

La prochaine étape est, maintenant que les nouvelles instances de direction sont élues, de se battre pour que le nouveau président intègre EQUILIBRE dans le projet du nouveau parti à refonder. Ce sera difficile, les responsables de LR se sont enveloppés dans un provincialisme précautionneux vis-à-vis des grandes villes et frileux, pour ne pas dire plus, pour tout ce qui concerne la Capitale.

C'est là qu'il faut que tous se mobilisent, pour qu'on ne retombe pas dans les querelles minables entre personnes qui parfois, notamment à Paris, sont engluées dans des affaires judiciaires. Il faut créer une structure nationale de pilotage du projet EQUILIBRE et commencer au plus tôt le travail de mobilisation des militants, de communication auprès des grands médias et d'explication auprès du grand public.

1e Des éléments de langage valables pour toutes les villes à reconquérir

- LR n'a pas d'ennemis et est à l'écoute des besoins nouveaux exprimés par tous les secteurs de la population.
- LR c'est le retour de la paix civile
- La recherche d'équilibre portera sur les circulations, la vie familiale et l'enfance, les politiques de logements, la santé, le sport et la culture.
- Une politique systématique de verdissement sera entreprise. Dans ces domaines les municipalités sortantes ont largement trahi les promesses faites.
- Beaucoup de citoyens de bonne foi ont cru à un changement de cap écologique, et ont découvert que la priorité des municipalités arc en ciel allait plus aux théories du genre, au Wokisme, aux actions anti chrétiennes comme à Strasbourg et Bordeaux, à l'immigrationisme militant et à l'islamo-gauchisme, qu'à la verdure et aux petits oiseaux.

- Les élections municipales sont **le premier acte d'une politique nationale de redressement** économique et sécuritaire.

2e Création d'un Comité central de conquête de Paris et des grandes villes de France, rattaché au président de LR

- Présidé par une personnalité motivée et d'expérience
- Assisté d'un conseil surtout composé de personnalités en charge de la conquête de villes et d'arrondissements actuellement non détenus
- Chargé du Plan de communication avec les médias sur le thème : il se passe quelque chose d'important au sein de LR pour les prochaines municipales.
 - o La situation est gravissime
 - o La situation dégradée des grandes villes pèse sur la nation tout entière
 - Economie dégradée
 - Sécurité compromise
 - o LR change de méthode et d'approche. Les politiques purement politiciennes sont hors sujet.
 - o L'espoir doit revenir
- Il organise le travail d'élaboration des Plan d'Espoir pour la Ville
 - o Choix des pilotes de projets dans chaque ville ou arrondissement à **conquérir**
 - o Unification des méthodes
 - o Consolidation des résultats
 - o Organisation du vote des militants sur les **Plans d'espoir** proposés ville par ville et éventuellement arrondissement par arrondissement.
- Propositions éventuelles aux instances du parti **des candidats qui ont été les plus actifs dans les endroits à conquérir.**
- Préparation de coalitions **basées sur le projet**, en vue de la bataille électorale de premier et de second tour, les décisions étant laissées aux instances politiques de LR

3e Le rôle des Comités par ville et arrondissement

Ils doivent se mobiliser sur le terrain pour faire comprendre à l'électorat que les méthodes de LR ont changé, qu'un plan d'espoir pour la ville va être créé et que les aspirations exprimées par la population seront prises en compte avec un esprit d'ouverture.

Ils doivent produire les plans d'espoir pour l'arrondissement et la ville pour avis du Comité national.

Chaque projet validé sera soumis au vote des militants.

Tous les candidats qui seront finalement retenus devront s'engager à soutenir le plan d'espoir qui leur est confié.

Conclusion : le projet EQUILIBRE est un **projet vital pour LR** qui joue sa survie et sa crédibilité présidentielle. Une occasion de reconstruire une image positive et constructive sans combat des chefs.

Il n'y a pas de projet alternatif de ce poids, seulement des guéguerres de petits chefs.

Illustration : Le projet de PEPA (plan d'espoir de l'arrondissement du XIVe à Paris

Ce plan s'inscrit dans le Plan d'Espoir pour la ville de Paris (PEPV). L'exemple donné développé ci-dessous montre comment répondre à la question : quelles sont les cinq politiques prioritaires que vous allez mener de façon détaillée dans l'arrondissement ? On voit que beaucoup d'entre elles développent des solutions valables pour l'ensemble de Paris et peuvent nourrir le PEPV

1. La raison dirimante de l'offre de LR

L'offre de politique municipale des Républicains dans le 14^e arrondissement de Paris est le résultat d'une vaste consultation effectuée pendant plus d'un an auprès de toutes les catégories d'habitants sans exclusive et d'une étude approfondie de tous les défis d'urbanisme auxquelles sont confrontées les grandes villes et en particulier les ville-monde comme Paris.

La demande majoritaire la plus forte que nous reprenons comme l'élément fondamental de notre approche est **le retour de la paix civile**.

La nouvelle municipalité **n'a pas d'ennemis**, alors que la précédente a multiplié les populations qui avaient « du souci à se faire », selon l'expression répétée de la maire sortante. Elles n'ont pas cessé d'être tourmentées soit par des propos haineux et dévalorisants soit par des actions volontairement détestables qui ont gêné leur vie quotidienne.

Ce retour à la paix civile est plébiscité par tous quelles que soient les affinités politiques, sociales ou de genre. Tous aspirent à une diminution de la tension psychologique et nerveuse provoquée par le triptyque scandaleux voulu par Mme Hidalgo et ses équipes : Malveillance, Malfaisance, Maltraitance.

Ces trois M. maudits ont été déployés de façon particulièrement outrancière dans le XIVe arrondissement qui peut être considéré comme un arrondissement où la municipalité d'arrondissement a aggravé tous les travers de la politique définie par la mairie centrale.

2. Les quatre autres priorités

La nouvelle municipalité sera particulièrement attentive à quatre autres aspects de la politique municipale dans l'arrondissement

2.1 Restaurer la prospérité et l'accès aux services essentiels

La grande difficulté du petit commerce.

Comme beaucoup de grandes villes, on constate de grands changements dans les modes d'organisation commerciale avec une véritable Saint Barthélemy des boutiques et des petits commerces. Il devient de plus en plus difficile d'accéder aux produits quotidiens. La disparition des commerces prive de ressources la municipalité, car les substituts sont tous pénalisants :

- Développement de la livraison à domicile par des sociétés non domiciliées à Paris de produits réalisés le plus souvent hors de Paris et n'y versant aucune redevance
- Ubérisation
- Encombrement par les camionnettes qui ont connu une énorme croissance dans les rues de Paris
- Livraison directe par d'énormes camions de Bruxelles pour éviter les contraintes d'Egalim et acheter moins cher.

L'accès aux soins est devenu de plus en plus difficile.

Fermeture systématique des hôpitaux dans l'arrondissement

Ralentissement des ambulances prisonnières des constrictions de la circulation aussi bien pendant les trajets que lors de l'accès aux hôpitaux restants, comme à Cochin du fait de l'embouteillage permanent de la rue. Le blocage de la circulation Nord Sud exclut désormais l'accès à certains services d'urgence comme Lariboisière, qui délestait souvent la Pitié Salpêtrière dont le service d'urgence se retrouve saturé.

Les infirmières à domicile ont de plus en plus de mal à organiser leurs tournées, privant partiellement de soins une population qui vieillit. De même SOS médecin qui commence à renoncer à couvrir certaines parties de Paris.

La situation est particulièrement difficile pour des personnes handicapées par des traitements chroniques à l'hôpital comme les dialysés. Ils ne vont pas à l'hôpital à vélo.

L'accès à la sécurité devient de plus en plus difficile

Justice et Police sont de plus en plus difficiles à joindre

En cas d'agression le déplacement de la police est de plus en plus rare, de plus en plus tardif, l'instruction des plaintes de plus en plus compliquée. Les enquêtes sont menées de plus en plus rarement et lentement sans informer les victimes.

La police municipale, non armée, est détournée des vrais besoins de sécurité et l'absence de politique de surveillance par caméras dans les endroits sensibles a été soutenue par la municipalité sortante.

L'accès aux services des pompiers devient problématique.

Le blocage des circulations dans le 14^e pénalise les urgences incendies en bloquant la circulation de voitures de pompiers, en de nombreux carrefours stratégiques. La mise

sur une voie de nombreuses rues, souvent bloquées par des livraisons, ou à leur débouché sur un carrefour, interdit le passage sans possibilité pour les autres véhicules de faciliter de passage. On réduit les chances de survie des victimes et on augmente les dommages aux biens. Or on a constaté de nombreux incendies dévastateurs à Paris ces dernières années.

Réduction des possibilités d'accès au logement.

La raréfaction des appartements libres sur le marché de la location du fait des préemptions systématiques de la ville, l'alourdissement massif des impôts sur la propriété bâtie (plus 62.5 % sur l'impôt foncier en un an, record de France) et le développement anarchique du RB & B rend l'accès à la location et à la propriété problématique, notamment pour les familles nombreuses. Ce phénomène accélère la diminution de la population et vide les écoles.

On constatera que ces défaillances lourdes ont une conséquence frappante sur les conditions de vie de tous les habitants des quartiers de l'arrondissement et en particulier les plus fragiles. Elles créent des difficultés en cas d'événements imprévus graves (agression, accident, incendie) tout en empêchant les gens d'organiser facilement leur vie et professionnelle et familiale.

La priorité au tourisme de masse développée par l'ancienne municipalité sera remise en cause. Paris n'est pas une ville musée, qui doit voir actuellement toutes les activités modernes éliminées pour prioriser un tourisme mondialisé.

Des parties entières de la ville sont devenues intolérables pour les habitants abandonnés aux exigences du service des touristes : terrasses ouvertes jusqu'à pas d'heure sur les trottoirs, stationnements abusifs de cars, troupeaux de touristes avec délinquance parasite associée, dévastations des jardins et de la propreté des lieux, accumulations de boutiques de colifichets et de merdo-food qui dénaturent la beauté des quartiers.

Paris est une capitale et doit jouer son rôle de capitale et en particulier son rôle de poumon dans les arts, les idées, la science et les innovations et la vie politique.

Tout le monde est touché quelles que soient ses préférences politiques. La nouvelle municipalité travaillera pour tous.

2.2 Respecter les habitants et la démocratie

La vision très idéologisée et indifférente aux critiques de la mairie sortante l'a conduite à la limite de l'exaction anti démocratique.

- Visites genrées

La mairie du 14^e a osé organiser des visites interdites aux hommes notamment pour la réfection de la place Brancusi. Cette mesure ségrégative qui pousse à un apartheid de fait est intolérable.

- Écriture genrée

La municipalité a imposé une écriture non conforme à celle qui est enseignée et pratiquée. Ce galimatias s'est retrouvé dans tous les documents diffusés par la mairie, et trouble légitimement la majorité des habitants dont le souci de la langue française est violé impunément.

- Spectacle de travelos pour les enfants

L'organisation de spectacle de type Michou pour les enfants est une sorte de viol des consciences.

- Dégentrification

L'annonce d'une volonté de « dégentrifier » des quartiers, c'est-à-dire d'y réaliser du nettoyage ethnique genré de populations est obscène et anti démocratique

- Antisémitisme

La participation sous l'influence de l'extrême gauche mélenchoniste à des mouvements qualifiés d'antisionistes et en vérité carrément antisémites est insupportable pour une population respectueuse des principes républicains et qui constate le dévoiement de la gauche extrémiste et le renoncement de la gauche classique à le contester.

- Absence de concertation et d'écoute, désinformation

Il n'y a jamais eu dans le XIVe arrondissement de véritable concertation. Lorsque la loi l'exige on organise une information. Les observations ne sont pas notées. Les comptes rendus sont malhonnêtes et l'absence d'information est systématique.

- Atteinte à la beauté de la ville

La complication des voies de circulation, les jardins de salades cuites, le non-entretien des bâtiments prestigieux, la construction d'immeubles moches avec des architectes amis de piètre qualité, les embouteillages constants, le choix de laisser proliférer les mauvaises herbes, les pigeons et les rats, la saleté ambiante, le nombre de boutiques fermées, tout se conjugue pour altérer la beauté de la ville que les Parisiens ne reconnaissent plus. La réputation de Paris ville lumière est atteinte malgré le succès des jeux olympiques.

- Supplice imposé aux riverains par des travaux surprise, incessants et discutables.

Certaines rues sont en travaux depuis plus de huit ans, provoquant des troubles graves pour les riverains, les piétons et les autres usagers comme la RATP dont les bus circulent au ralenti. Les travaux constants sont une menace pour les cyclistes. Les travaux sont menés parfois de nuit, ou commencent extrêmement tôt. Les embouteillages résultants produisent une pollution visuelle, sonore et gazeuse. On ne se contente pas de faire : on refait en recassant parfois ce qui a été construit trois mois auparavant. Par exemple on commence par faire une voie de vélos avec une double bande peinte. Puis on recommence avec un muret qui est rapidement détruit par endroits (voir le Bd Pasteur). Puis on double la largeur de la voie avec un nouveau muret. Ce délire coûte « un pognon de dingue ».

- Absence de tout retour sur les demandes exprimées

La mairie ne répond jamais aux demandes exprimées. Mme Carine Petit s'est enfermée dans le silence et refuse systématiquement tout dialogue. Venue de la banlieue communiste de Bagneux, elle a repris les bonnes méthodes du PC version 1956 qu'elle a transposées après être passée chez EELV.

2.3 Restaurer et équilibrer les circulations

Au contraire de la précédente la nouvelle municipalité LR respecte tous les modes de circulation. Elle est au service de la population et entend respecter les aspirations qui la traversent. Elle n'est opposée à aucun des modes de transport. En revanche, il faut revenir sur des solutions pénalisantes et équilibrer les différents modes de transport.

2.3.1 Les vélos

- LR n'a pas d'ennemis et prend acte de la volonté de beaucoup de Parisiens de circuler le plus possible à vélo.

La possibilité de circuler à vélo de façon sûre et rapide est une liberté et une aspiration d'une partie des Parisiens. LR défend les libertés et entend réaliser les aspirations de ces administrés.

- La municipalité a été très au-delà en se servant des voies cyclistes comme un moyen de gêner et de bloquer la circulation automobile.

Les pistes à vélo bi directionnelles réclamées avec force par des associations lourdement subventionnées ont de très nombreux inconvénients et un avantage. L'avantage est qu'elles permettent aux flux entrants du matin et sortant du soir de trouver une surface variable plus adaptée. Dans une certaine mesure elles évitent des saturations aux heures de pointe.

Tout le reste est problématique. Traverser une double piste avec des vélos venant de droite et de gauche est un supplice pour les piétons et les autres usagers de la rue, dès qu'il y a un peu de circulation. C'est dangereux et accidentogène. Une double piste le long d'un trottoir interdit tout stationnement sur de longues distances et interdit la livraison des riverains. L'école de la rue Jean Zay, par exemple, ne peut plus être livrée facilement pour les repas de midi. Les livreurs finissent soit par bloquer la voie de circulation qui reste ou à se garer sur la piste à vélo. Les arrêts de bus doivent être construits sur des îlots accessibles seulement après avoir traversé la double piste. L'arrêt d'un bus bloque toute la circulation. Tous les stationnements privés dans la rue sont empêchés privant les riverains de la possibilité de posséder une voiture.

Lorsqu'il n'y a pas de feu rouge, coller l'un à l'autre un passage piéton et une piste à vélo bidirectionnelle crée une difficulté de traverser stressante et dangereuse pour tous les usagers.

L'organisation en U des places, en supprimant les ronds-points, aggrave les choses, puisqu'il faut au minimum croiser deux fois outre un flux de voitures les quatre flux de

piétons et de vélos. Cela provoque un verrouillage du carrefour dès que la circulation générale se densifie, provoquant hurlements, coups de klaxons et parfois altercations. Il fallait quelques seconds pour entrer et sortir de la place de Catalogne. On peut être aujourd'hui bloqué plusieurs minutes, et les files de voitures peuvent dépasser 100 m dans les voies qui accèdent au carrefour. Remonter la rue et passer le carrefour peut prendre plus de 10 minutes avec concert de klaxons et pollution gazeuse et visuelle.

Il est par ailleurs absurde et coûteux de créer plusieurs vélopistes bidirectionnelles dans des rues proches. Surtout dans des rues où la circulation des vélos est déjà facile et rapide.

Sauf dans les très grands boulevards, comme l'avenue de France, installer une vélopiste bidirectionnelle centrale est une catastrophe. Certes cela redonne des possibilités de stationnement privé sur les trottoirs mais cela ne permet plus de traverser facilement. Les riverains sortant des parkings doivent aller à 50 % dans le sens contraire de leur destination et parcourir de longues distances inutiles et très souvent très embouteillées, dans un sens et dans l'autre.

2.3.2 Les voitures

- Vitesse et pollution

Les normes antipollution et les voitures électriques ont fait baisser la pollution à très peu de chose. En revanche le ralentissement artificiel de la circulation oblige les véhicules à polluer plus, plus longtemps ce qui explique l'absence de gains honnêtement constatés.

La vitesse moyenne constatée est désormais de 12 km/h en période non saturée et de 8 km/h aux heures de pointe, alors que la vitesse moyenne était précédemment de 20 km/h, sur le trajet pris en référence de Place de Catalogne à Porte de la Muette. Avec une voiture moyenne de type Volkswagen la consommation sur ce trajet est de 9 litres au cent, à 20 km/h, 15 litres à 12 km/h et 22 litres à 8 km/h. Les embouteillages artificiels peuvent jusqu'à doubler la pollution de l'air. Si on tient compte de l'explosion de la circulation des camionnettes et des camions (triplement depuis 2000 environ) le phénomène de pollution est lourdement aggravé.

La municipalité LR reviendra sur les limitations de vitesse sur le périphérique et dans l'ensemble de Paris avec retour de la situation ex ante.

Décisions outrancières pour décourager les automobilistes

Plusieurs décisions purement vexatoires ont été prises contre les usagers de l'automobile. Quatre sont particulièrement odieuses :

- Supprimer les feux à mi mât.
- Faire alterner les sens uniques sur une même voie.
- La suppression totale de voies ouvertes à la **circulation générale** sur des ponts et dans des rues d'importances critiques.

- La désynchronisation des feux pour casser les flux de véhicules le plus possible

Ces mesures vexatoires et sans objectifs autres que de nuire et décourager sont déplorables et seront rapportées systématiquement par la municipalité LR.

- Est-ce que LR reviendra sur des opérations symboliques comme les voies sur berge ou la rue de Rivoli ou le blocage des accès à Paris ?

Ces mesures ont eu des effets sur les arrondissements : l'absence de moyen rapide de traversées nord sud et est ouest, rejait sur eux, soit par déport de circulation soit par les difficultés d'en sortir et d'y accéder. Les symboles coûtent cher de façon cachée.

La nouvelle municipalité n'est pas, à son tour, saisie par le prurit des actions purement symboliques qui sont toujours des sottises. Les questions seront abordées une à une d'une part en fonction des urgences et ensuite des disponibilités financières, alors que LR trouve une situation de faillite à Paris. Près d'un milliard de dettes supplémentaires chaque année passée sous la coupe de Mme Hidalgo et bientôt 12 milliards de dettes cumulées interdisent de continuer à dépenser à ce rythme. Un des aspects les plus critiquables de l'esprit de la municipalité sortante est d'avoir voulu qu'on ne puisse pas revenir en arrière en précipitant des faits accomplis qui se veulent irréversibles.

2.3.3 Les piétons

Ils ont été les principales victimes de la municipalité sortante. Ils ont subi toutes les pollutions des riverains, avec en suppléments divers tourments :

- La réduction des surfaces circulables du fait des innombrables travaux et la non-coordination des plans de percements (CPCU, ENEDIS, Eaux de Paris).
- La durée parfois intolérable des travaux : Rue du Commandant René Mouchotte déjà huit ans de travaux incessants.
- L'envahissement par des stationnements illicites de motos et de vélos
- L'indiscipline des vélos, de patinettes électriques, des roues lenticulaires provoquant des gênes constantes et surtout des accidents graves en particulier pour les personnes âgées
- Des sols chaotiques imposant des baskets et non plus des chaussures de villes, parfois des dallages nouveaux disjoints, prétendument pour récupérer les eaux de pluies et provoquant la chute des piétons.
- L'emprise excessive des bistros ne laissant plus passer les handicapés

La municipalité nouvelle va s'attaquer à bras-le-corps à ces difficultés, en redéployant en particulier la police municipale pour restaurer les bonnes pratiques et empêcher les abus.

2.4 Verdissement rationnel

Paris est un espace très dense avec peu d'espaces verts. Le verdissement de la ville est un objectif majeur pour la nouvelle municipalité LR. C'était le cas de la municipalité

précédente, mais après avoir annoncé des objectifs démesurés elle n'en a pas réalisé le dixième en douze ans !

- La nouvelle municipalité va créer un troisième bois, de grande surface, pour compléter le bois de Boulogne, et le bois de Vincennes. Le terrain existe. Et il a été quasiment totalement abandonné : c'est le trajet dit de « la petite ceinture ».
- La plantation d'un nombre très important d'arbres permettra d'obtenir des résultats significatifs en termes de rafraîchissement de l'atmosphère et de réduction de la pollution gazeuse.
- En revanche la municipalité s'oppose aux herbes folles, aux pieds d'arbres saccagés, et aux plantations de « salades cuites » qui crèvent à la moindre chaleur et enlaidissent les lieux.
- De même les fausses « coulées vertes » qui interdisent toute circulation et créent le chaos seront proscrites.

2.5 Cesser le sur-développement de logements sociaux et les coûts délirants associés aux préemptions

L'arrondissement est déjà très au-dessus des règles de la loi SRU en matière de logements sociaux. La volonté des forces politiques de gauche et d'extrême gauche de se constituer une clientèle captive garantissant les réélections faciles a conduit à multiplier les préemptions et la création de grands ensembles souvent hideux et gâchant le réemploi des lieux pour des opérations plus utiles.

La libération par l'AP HP des hôpitaux abandonnés comme celles des terrains nombreux cédés par l'église et les congrégations ont donné le vertige à la coalition socialo communiste qui s'est lancé dans des opérations immobilières énormes avec destruction des espaces verts et construction prioritaire de logements aidés destinés principalement à des populations africaines immigrées avec les conséquences habituelles : montée des trafics de drogue qui ne sont plus désormais uniquement localisés sur les bords du périphérique, révoltes urbaines avec tirs de mortiers, tags antisémites, femmes voilées, etc. Certaines écoles comme celle de la rue Jean Zay sont fréquentées très majoritairement par des populations immigrées qui dissuadent les populations traditionnelles d'y mettre leurs enfants.

La nouvelle municipalité :

Mettra fin aussitôt aux préemptions et aux obligations faites aux promoteurs de prévoir plus de mixité que ne l'exige la loi.

Privilégiera l'accès aux logements sociaux aux personnes qui travaillent à Paris et aux étudiants exclus du parc libre par le renchérissement des locations

Utilisera les moyens d'une police municipale armée pour renforcer la sécurité et limiter les trafics.

2.6 Revenir sur certains excès du projet de modernisation du quartier Montparnasse

Ce projet démesuré fait partie des énormes opérations de modernisation voulue par la maire arc-en-ciel, soucieuse des intérêts de plusieurs milliardaires et de sociétés du secteur de l'assurance. M. Missika, ancien agent de M. Niel, l'homme qui a fait fortune dans le minitel rose et qui a été sanctionné pour proxénétisme du fait de certaines pratiques des boutiques érotiques de la rue de la gaîté, a porté l'action en faveur de M. Niel à des niveaux délirants : construction de la gigantesque tour triangle propriété d'Unibail, densification extrême de l'îlot Vandamme à Mouchotte et donc l'énorme opération de densification immobilière au nord de la gare Montparnasse

Ce dernier projet est un pur projet de densification urbaine, avec une hausse de la hauteur de la tour et de son volume, et la création de huit bâtiments dont deux particulièrement contestables l'un sur la place Raoul Dautry l'autre au débouché de la rue d'Odessa. Pour créer ces dizaines de milliers de m2 supplémentaires (57 000) la ville cède une partie importante de la rue du départ qui du coup sera interdite à la circulation générale, privant le sud de l'arrondissement du moyen d'aller vers le nord et réciproquement, et empêchant les particuliers d'accéder en voiture à la gare. Ce verrouillage total scandaleux de tout un quartier n'a fait l'objet d'aucune étude d'impact.

La nouvelle municipalité ne pourra pas tout reprendre à zéro compte tenu des contrats déjà passés mais reviendra sur l'interdiction de la circulation générale rue du départ, sans s'interdire d'autres modifications utiles.

Le reste du PEPA reste à détailler

3. La reprise en main des effectifs, des missions, des moyens et des subventions aux associations de la municipalité

Avec deux mesures phares :

Externaliser le nettoyage

Imposer des engins moins bruyants avec une doctrine d'emploi moins traumatisante pour les habitants

4. Les relations extérieures de l'arrondissement avec les arrondissements voisins et la banlieue proche

Mettre fin à l'idée d'empêcher les possibilités de passage nord sud et sud nord, et d'enfermer l'arrondissement.

Revoir totalement l'entrée et la sortie par l'avenue du Général Leclerc.

5. Le rôle national de Paris : tourisme, hôtellerie, culture et congrès dans le 14e arrondissement.

6. Le rôle international de Paris et son impact dans le 14e...

Conclusion : des enjeux critiques pour les électeurs et des mesures plébiscitées par le plus grand nombre, couverts par un programme complet et de haute volée construit et précisé avec les habitants et les grands acteurs de l'arrondissement

II – Le projet **600 Milliards Plus** :

Redresser radicalement l'économie française par un programme de rupture.

Pourquoi ce nom de « 600 milliards plus »

La vérité essentielle : la France, au niveau actuel de son potentiel économique, n'a plus les moyens de ses ambitions et des engagements qu'elle a pris vis-à-vis de sa population et des autres nations.

Le seul moyen de sortir de cette situation est de **produire plus, beaucoup plus.**

L'esprit public n'est pas particulièrement productiviste. L'écologie anticapitaliste de décroissance, stimulée par le GIEC et la crise du Covid, a eu son moment dans l'opinion publique. Le vieillissement n'a pas poussé au dynamisme forcené.

Prise dans le tourbillon des crises mondiales à répétition, engagée dans la mondialisation sans en comprendre les conditions, embarquée dans la construction européenne sans en contrôler les dérives, après trois expériences socialistes catastrophiques, d'abord avec Mitterrand, puis Jospin et enfin Hollande, la France post soixante-huitarde a totalement décroché du peloton de tête des nations prospères. Elle l'a fait sans vouloir entendre ceux qui l'avertissaient du désastre, traités de déclinistes et autres qualificatifs désobligeants.

La mondialisation s'est effectuée au bénéfice de centaines de millions de salariés des pays émergents, et principalement la Chine. L'ouverture européenne à l'est et au sud a été une autre occasion de doper des pays en retard de croissance au détriment de nos emplois.

Pour la classe moyenne française, cela a été une double peine. Aider les autres à se développer, c'est bien. Encore faut-il en avoir les moyens et ne pas le payer par une régression de la richesse nationale.

Entre étatisme, socialisme, européisme et mondialisme, la France n'a pas choisi : elle a tout aimé et favorisé. Elle s'est effondrée dans le classement des pays selon le critère du PIB par tête. Et elle a gagné le premier rang pour la dépense publique, les impôts et prélèvements, et la dette.

La dépense publique ? Formidable ! La durée de travail très faible ? Sans importance ! La dette effroyable ? Un faux problème !

L'information dominante a bercé les Français dans une inconscience intéressée. Ils se réveillent aux abois, avec un Etat impuissant, des services publics en quenouille, une justice effondrée, une substitution de population, sur fond de natalité en perte de vitesse et de montée sans limite de la délinquance.

Le PIB en valeur de la France est en 2024 de **2 917 milliards d'euros**. Si nous avons le ratio PIB par tête des meilleurs pays comparables nous devrions être à 4.000 milliards d'euros. Nous avons perdu environ mille milliards d'euros de PIB **chaque année, que nous avons partiellement compensé en nous endettant et en vendant notre pays aux enchères**. C'est l'explication principale des difficultés économiques et sociales que nous connaissons.

La seule manière de s'en sortir est de retrouver le ratio de PIB par tête des meilleurs. Seul un énorme effort de production nous permettra de faire face à nos obligations.

Le nom de **600 milliards** plus pour notre projet économique fait référence au niveau de production que nous devons rattraper. L'idéal aurait été de viser mille milliards, mais même 60% de l'objectif idéal est un défi colossal. Alors ne soyons pas maximaliste. 600 milliards est un minimum et pas un maximum outrancier. Si on peut plus, n'hésitons pas !

Un taux de prélèvement fiscal réduit à 35% du PIB

Impossible de viser un tel redressement de la production avec le taux de prélèvement que subissent la France et les Français. La valeur ajoutée des entreprises en France est d'environ 1.600 milliards d'euros, exactement égale au montant des prélèvements. L'Etat français prélève 100% de la valeur ajoutée créée par les entreprises françaises non financières de plus de 1 salariés ! Il faudrait un taux de 100% de TVA si on en faisait l'impôt unique. 100% soit la totalité pour parler simple ! Oui, la France est bien le seul pays communiste qui a réussi...

Le général de Gaulle avait donné l'ordre à George Pompidou et surtout à Valéry Giscard de ne pas dépasser 32% du PIB pour l'ensemble des prélèvements. Ce pourcentage lui avait été soufflé par Jacques Rueff en qui il avait une totale confiance. Pompidou a tout lâché en mai 1968. Giscard n'a jamais voulu respecter la consigne et son septennat sera principalement fiscal. Ne parlons pas de Mitterrand et de ses successeurs. Ni de Macron qui, lui, est parti dans un trip de dépenses publiques totalement délirant, avec une montée folle de l'endettement. Ses deux quinquennats aboutiront sans doute à un supplément de 1 200 milliards de dettes, **deux fois nos 600 milliards** et dans le mauvais sens, celui de la dette et non de la production !

Revenir à un taux de prélèvement de 35%, à peu près dans la moyenne européenne, n'a rien d'extrême. On peut dire que nous visons la « normalité ». Revenir à la normale n'est pas un plan hystérique même si les montants à produire, et ceux des dépenses à éviter, pour y parvenir, paraissent colossaux.

Nous touchons ici l'essentiel du changement de cap que nous proposons : nous souhaitons **produire, produire, produire** ! Et créer annuellement lors du retour à la normale, 600 milliards de plus qu'aujourd'hui ! Notre plan n'est pas d'organiser des purges, de ruiner les gens, de casser notre système social. Arrêtons de nous présenter une hache à la main voire une tronçonneuse. Le but est d'enrichir tous les segments de la population qui travaille et la société tout-entière.

Quelle serait notre situation si nous réussissions à créer ce miracle : un PIB de 3.600 milliards avec 35% de taux global de prélèvement ?

Pour la simplicité du raisonnement, prenons le PIB en valeur : avec le taux officiel de prélèvement de 42.8 % du PIB, le montant total des prélèvements est de **1 247 milliards d'euros**. Dans la situation visée le PIB sera de $2\,914 + 600 = 3\,500$ milliards d'euros. Montant des prélèvements : 35 % de 3 500 milliards = **1 200 milliards**.

Première conclusion : **nous ne privons pas l'Etat et les régimes sociaux de recettes** ; il n'y a pas de déchéance des services publics ni de ruine des employés publics ni des personnes légitimement assistées.

Seconde conclusion : la hausse de 600 milliards va directement **dans la poche du citoyen**, réglant au passage toutes les questions de pouvoir d'achat et de financement de la croissance.

Leçon : Un plan d'avenir dont le levier est la hausse de la production ne ruine pas l'Etat même lorsque le taux de prélèvement baisse fortement. Les citoyens eux s'enrichissent. C.Q.F.D. !

On comprend l'intérêt pour LR de passer du langage de la faillite à éviter à celui de la prospérité à restaurer. On tire la leçon d'une des faiblesses du plan Fillon de 2017. On ne parle pas de purge mais de création de valeur pour tous.

Ce plan permet de sortir de l'hystérie budgétaire actuelle où, faute de pouvoir gouverner, on ne cherche qu'à augmenter les impôts, sabrer des dégrèvements, et faire passer au Parlement les fonds de tiroirs du ministère du budget.

Il faut radicalement renverser la table et se placer à la hauteur de l'enjeu ; revenir à un PIB par tête proche des meilleurs. **Le reste n'est que sottise et incantation.** Cela ne peut se faire que par la victoire de LR aux prochaines législatives et présidentielles. Réciproquement, le lien est établi entre victoire de LR et programme économique de rupture. Pas de programme vaut échec. Et la France sombrera un peu plus. LR doit capitaliser à fond **sur 600 milliards plus**. C'est un programme bulldozer qui bien présenté donnera à LR un avantage surplombant.

En jouant sur une augmentation de 20 % de la production tout en limitant à 35 % le niveau de prélèvements, on maintient le niveau de dépense publique tout en en dopant de près de 25 % le pouvoir d'achat. Il n'y a aucune destruction seulement du **plus**. C'est cette accroche **qui doit être imprimée dans l'esprit des Français**.

Pour établir les mesures détaillées, il faut bien comprendre les causes du dérapage de ces dernières décennies.

Juguler la source des pertes de richesse

- **Les crises périodiques liées aux systèmes monétaires défectueux.**

Les accords de Bretton Woods, élaborés après 5 ans de négociation avaient un objectif clair : éviter les troubles qui avaient ravagé les échanges mondiaux entre les deux guerres. Le moyen : faire de chaque Etat le responsable de la valeur de sa monnaie vis-à-vis des autres, en édictant que les déséquilibres de balance de paiement dans le sens

du déficit ou de l'excédent étaient bannis. Les grands excédents étaient vus comme une cause majeure de récession. La raison en est tellement simple qu'on a honte à la répéter. Que peut faire un pays qui accumule des excédents excessifs en monnaie étrangère ? Investir chez soi : certes ! Mais le pays est déjà compétitif. Investir dans l'industrie des pays en déficit ? Oui pour piller quelques pépites. Mais pourquoi investir dans des entreprises qui sont sous compétitives ? Donc les excédents ne vont pas servir à l'investissement productif mais au placement de précaution : prêts sans danger aux Etats en déficit ; matières premières, bourse ; immobilier. La hausse des cours ayant toujours un plafond, le système finit par une correction sévère, tous les huit-douze ans, avec une alternance de crise plus légères et de crises très sévères. 1973, 1992, 2008 ont vu des récessions terrifiantes. 1981, 2001, 2024 sont des récessions plus légères. Six fois le PIB a baissé parfois très lourdement en 50 ans. La perte cumulée est monstrueuse. Rappelons que la France n'a jamais réussi à digérer ces chocs.

Chaque récession voit le chômage s'envoler comme les déficits publics et la dette, suivis par les impôts et les tentatives de réduction de la dépense publique. Les changes flottants n'ont pas été le fruit d'une doctrine. Les Américains ont simplement décidé de ne plus respecter les clauses des accords de Bretton Woods et refusé de maintenir la valeur de leur monnaie en or. En clair, ils ont fait défaut sur leurs obligations. Cela devait être provisoire. C'est devenu définitif avec les accords monstrueux de la Jamaïque qui ont créé **une machine à provoquer des crises périodiques** d'une rare efficacité.

On a, a posteriori, considéré qu'il s'agissait d'une victoire néolibérale, disposant que la monnaie était une marchandise comme les autres et qu'il fallait simplement libérer les échanges de personnes, de produits et de capitaux pour que tout fonctionne merveilleusement bien. On a alors ouvert tous les échanges comme jamais, laissé les « dragons » d'Extrême-Orient accumuler des excédents prodigieux, accepté que les pays pétroliers rançonnent la planète entière. La valeur des monnaies a dégringolé de 95% en moyenne, provoquant une fuite vers l'or, le Bitcoin et les valeurs réelles.

Pour les classes travailleuses occidentales, le revenu s'est mis à stagner en valeur « réelle » et le chômage de masse s'est installé. La rançon pétrolière s'ajoutant aux effets des crises périodiques, les politiques économiques et sociales ont été remises en cause, certains pays s'adaptant assez vite et d'autres comme la France, refusant tout ajustement et au contraire faisant exactement l'inverse du nécessaire.

Donald Trump a parfaitement compris que si les Etats-Unis n'y « arrivaient plus », c'était à cause des déséquilibres de balances de paiement permis par le système monétaire des changes flottants. Il a établi un tableau des pays les plus gravement excédentaires vis-à-vis des Etats-Unis et décidé d'agir par les droits de douane. La France pourrait établir le même tableau et s'horrorifier des excédents de l'Allemagne, prodigieux, et de plusieurs autres pays, dont les Pays-Bas et la Chine.

Agir par les taxes douanières n'est pas la vraie solution. Il faut réformer le système monétaire international avec des mécanismes qui interdisent les grands déficits et les grands excédents et permettent d'éviter les grandes récessions périodiques.

Nous avons la même difficulté en Europe avec la monnaie unique qui ne permet plus d'ajuster par le change les déséquilibres internes de la zone. Puisqu'il est difficile de revenir sur l'existence de l'Euro, il faut pénaliser les pays qui accumulent de gros excédents sur ces voisins.

Le premier levier d'un plan de redressement durable de l'investissement et de la production **est de porter un message fort sur la nécessité de réformer le système monétaire global et l'Eurosystème.**

Les Etats-Unis de Donald Trump ont soudain réagi aux conséquences pour les Etats-Unis d'une mondialisation qui fragilisait la classe moyenne américaine au profit de pays accumulant les excédents. La méthode choisie est folle : des négociations sur droits de douane pays par pays et produit par produit sont inutilement conflictuelles et complexes. Elle crée plus dégâts qu'elle ne présente de solutions durables. Il serait beaucoup plus simple de revenir à un système sain d'équilibre monétaire. En 1971, les Etats-Unis ont affirmé : « le dollar est notre monnaie et votre problème ». Cinquante ans après ils peuvent constater qu'il est aussi leur problème. Ce n'est pas en perturbant les circuits commerciaux avec un gros gourdin, qu'ils amélioreront la situation.

- **Les réglementations stérilisantes et les faux marchés « administratifs » de l'Union Européenne**

Une des sources de perte massive de moyens de production, a été le développement ahurissant de normes et de contraintes édictées par l'Union Européenne et aggravée par la bureaucratie française. La France depuis trop longtemps a refusé de se battre pied à pied pour ses intérêts en Europe et malheureusement, elle y a encouragé une floraison de normes et de réglementations qui lui ont causé d'énormes dégâts.

- L'agriculture est asphyxiée par des normes, au point que la jachère en est devenue une dimension majeure. Les fermes disparaissent au fur et à mesure de la réduction des productions. La préférence pour la production étrangère est visible sur tous les étals.
- L'énergie nucléaire française a été saccagée
- La production automobile fait face à d'énormes difficultés
- Le bâtiment et la construction ont été littéralement mis à l'arrêt par des règles intenable.

Tout cela est désormais bien connu et la prise de conscience a fini par se faire en dépit de l'incroyable impérite organisée par Emmanuel Macron, qui a laissé tout faire et même accéléré les choses en envoyant à Bruxelles des personnalités écologistes comme Pascal Canfin !

L'écologie et la peur panique impulsée par le Giec ont permis de lancer en grand des marchés administratifs qui enrichissent des copains avertis (le capitalisme de

connivence). 330 milliards d'euros pour les Enr qui ne peuvent pas être pilotées et génèrent une production déconnectée des besoins, ce n'est pas rien, avec à nouveau des centaines de milliards en perspectives. Il faudrait ajouter à ces coûts astronomiques inutiles les pertes provoquées par la crise du logement, de l'industrie, de l'agriculture. Des milliards d'euros, des dizaines de milliards, des centaines de milliards ! Pas de problème ? On continue de foncer dans le mur ?

Prenons un exemple simple : combien coûterait en France le remplacement du parc de voitures thermiques par des voitures électriques ? 40 millions de voitures avec un prix moyen de 40.000 euros à performance moyenne équivalente pour une voiture électrique : 1.600 milliards ! Plus le changement de toutes les usines : 3 à 4 mille milliards. Avec les coûts de production et de distribution de l'électricité à prévoir, c'est un budget de l'ordre de 6 mille milliards ! Dix fois plus que notre projet à 600 milliards qui, initialement, a pu paraître extravagant au lecteur non averti. **Dix fois plus !** Cela devrait faire réfléchir ? Non ?

Ne parlons pas du coût de l'énergie qui pèse de façon générale sur toutes les activités productives et le pouvoir d'achat.

Il faut encourager la remise en question de toute une série de contraintes folles. Le mouvement s'esquisse enfin à Bruxelles mais il est encore bien trop timide.

« Climat et Vérité » en a fait une excellente synthèse :

« La CRSD (Corporate Sustainability Report Directive) voulait imposer que toutes les entreprises cotées de l'Union, ainsi que toutes celles présentant un bilan de plus de 25 M€ ou un CA de plus de 50 M€, et 250 salariés au moins, publient un document normalisé appelé « rapport de durabilité » en même temps que leurs publications financières annuelles. Ce rapport contient environ 1 200 indicateurs allant des émissions carbonées à l'engagement en faveur des droits de l'homme, en passant par les politiques pour sensibiliser les clients à l'amélioration de l'environnement. La Cour des comptes, dans un rapport du 12 mars 2024, estime que 6 000 entreprises françaises sont concernées par l'obligation de « reporting CSRD », pour un coût moyen de **490 000 € par an et par entreprise ! soit près de 4 milliards d'euros par an.**

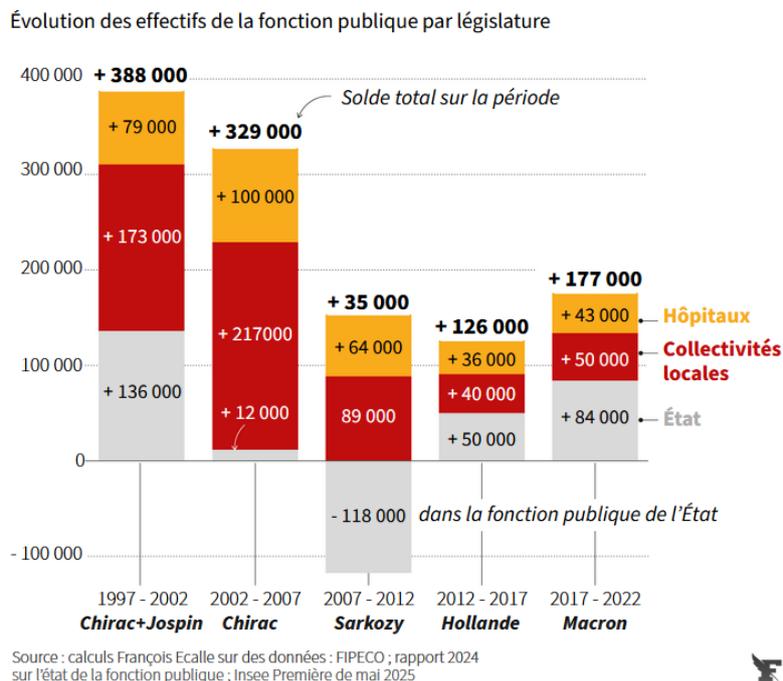
Quant à la CS3D (Corporate Sustainability Due Diligence Directive), adoptée par l'UE en juillet 2024, elle rend les entreprises responsables de toute atteinte à l'environnement ou **aux droits de l'homme** commise non seulement par elles-mêmes mais aussi par tout maillon de leur chaîne d'approvisionnement, voire par leurs clients, **avec des amendes pouvant atteindre... 5% de leur chiffre d'affaires** mondial. Il était prévu que toutes les entreprises européennes ayant plus de 1 000 salariés ou faisant plus de 450 M€ de CA mondial, ainsi que les entreprises extra européennes faisant plus de 450 M€ de CA dans l'Union s'y conforment d'ici 2029. Ici encore on joue sur des milliards d'euros de pénalités possibles, sans la moindre étude d'impact des conséquences sur la vie des entreprises. »

Ces deux mesures viennent d'être « suspendues ». Depuis les dernières élections européennes, la folie normative est moins bien vue. **Mais ce n'est qu'une suspension.** Il faut balayer toutes ces normes inspirées par des ONG toutes puissantes à Bruxelles, dont le rôle doit être fortement réduit et encadré. Les milliards d'euros (entre 4 et 8 milliards selon les sources) qui leur sont libéralement distribués doivent retourner à l'investissement productif.

Une diplomatie de la prospérité proposant des réformes importantes des systèmes monétaires mondiaux et européens et limitant les pertes de production imposées par l'Union Européenne est au cœur même du projet **600 milliards plus.** Tout le monde au sein des équipes dirigeantes sait désormais que le rôle d'Emmanuel Macron et de ses premiers ministres dans ces dérives a été mortifère pour la France. Il importe désormais que l'ensemble des Français soit au courant de cette irresponsabilité majeure et comprenne que la France va désormais au combat de façon résolue. On ne peut plus laisser sans réaction des organisations internationales problématiques asphyxier notre production.

Les sources internes de pertes de production et de productivité

- **L'énorme dérive des effectifs bureaucratique en France.**



La porte-parole du gouvernement a annoncé début juin que finalement la France avait augmenté les effectifs de l'Administration de près d'un million depuis 2000. Emmanuel Macron avait annoncé en 2017 une baisse de 120 000, « raisonnable comparée à celle de 500.000 voulue par François Fillon ». Il a laissé créer près de 180 000 postes nouveaux. En écart de 300.000 entre annonce et réalisation. Un mensonge ahurissant !

En vérité, on est passé de 3.900.000 fonctionnaires en 1980 à environ 5.800.000 en 2022, dernier chiffre publié. Aujourd'hui nous sommes probablement très proche de 6 millions. Quel a été le coût global pour le pays de ces disons 2 millions de créations de postes ? Le coût total annuel complet moyen d'un fonctionnaire est de l'ordre de 100.000 euros par an (salaire, etc.). En imaginant que la durée moyenne de vie restante après le recrutement soit de 60 ans, le coût global de ces recrutements massifs est $2.000.000 \times 60 \times 100.000 = 12$ mille milliards d'euros.

Vingt fois nos 600 milliards qui paraissent démesurés ?

On s'effraie que la charge salariale des fonctionnaires publics ait augmenté de plus de 6% en 2024, alors qu'on parlait avec gravité de sauvetage budgétaire urgent et indispensable ! Ce n'est pas à ces 6% qu'il faut penser mais aux 12 mille milliards d'euros ! Ils pèsent et ils pèseront inlassablement ! Quel que soit le discours !

La situation est encore bien pire si on introduit dans le calcul le manque à gagner de valeur ajoutée provoquée par le choix de créer un poste de fonctionnaire plutôt qu'un poste de producteur.

Un salarié du privé dans l'industrie aujourd'hui doit produire à peu près 100.000 euros de valeur ajoutée annuelle pour être rentable, et souvent on essaie d'aller jusqu'à 150.000 euros. Pour 2.000.000 de postes, cela fait 200 à 300 milliards de valeur ajoutée par an, à multiplier par la durée de vie au travail disons 35 ans, on aboutit entre 7 et 10 mille milliards d'euros.

Le fait d'avoir préféré créer 2 millions de postes de fonctionnaire plutôt qu'autant de postes dans le privé commercial et industriel a un coût de 12 mille milliards (huit années de valeur ajoutée des entreprises) auquel s'ajoute un manque à gagner équivalent. La perte totale est de l'ordre de 20 mille milliards d'euros (15 ans de valeur ajoutée des entreprises). Comment s'étonner que nous soyons les champions des prélèvements et de la dette, et que tous nos services publics soient à l'agonie ? !

Certains constats sont ahurissants. La ville de Paris, qui se vide et atteint à peine plus de 2 millions d'habitants (venant d'un maximum de 2.900.000, soit une perte de près d'un million d'habitants), emploie entre 53 et 58 000 personnes (les chiffres varient selon les sources et on a du mal à établir des statistiques fiables). Tokyo a 12 millions d'habitants, six fois plus que Paris et seulement 12.000 employés municipaux, 5 fois moins que Paris. On trouve à Paris **rente fois** plus d'employés municipaux par tête d'habitant qu'à Tokyo, exemplaire en matière de propreté et de sécurité. Aucun problème ? Non, non, tout va bien ! On pourrait aussi bien évoquer le cas du ministère de l'agriculture dont le ratio fonctionnaire par paysan actif n'a cessé d'augmenter depuis 50 ans. La prise en compte de la durée permet seule de mesurer l'impact de décisions absurdes qui ont été prises sans vraie réflexion depuis le début des années soixante-dix.

Jusqu'ici la démagogie étatiste, socialiste, européiste et écologiste a proposé de réduire la production, de gonfler prodigieusement les impôts et taxes, d'imposer des dépenses obligées d'un coût pharamineux, de créer des marchés administratifs quasi mafieux, et

de transférer aux plus pauvres des miettes de subvention que l'Etat ne peut même pas payer sans emprunter. Depuis 1981, il n'y a jamais eu de rupture de cette attitude suicidaire qui arrive aujourd'hui à sa crise finale. Une des raisons majeures est sans doute que tous les partis de gouvernement ont été dirigés de facto par des hauts fonctionnaires ayant exactement les mêmes idées de gauche et la même formation. Quelle différence entre Rocard, Jospin, Fabius, Chirac, Copé, Philippe, Macron, Borne, Castex, Villepin, Le Maire, Hollande, Moscovici, Royal, Lombard, Jouyet, Kohler et Cie ? Elle est imperceptible. D'abord réglementer. Ensuite mettre un fonctionnaire pour édicter le règlement et l'affiner à l'infini. Ensuite mettre un fonctionnaire pour tout vérifier. Et se moquer des coûts pour les personnes visées et pour le pays chargé de payer, payer, payer, pour son bien ultime.

La France doit se poser la question de sa gouvernance démocratique. Si la haute fonction publique s'empare de la vie politique avec les avantages qui sont les siens (l'absence de risques ; la multiplicité des places de direction et de présidences, quasiment réservées pour eux, l'argent facile en présidant des machins dont les rémunérations ne sont plus celles de la fonction publique). Tout cela a tourné rapidement au népotisme notamment avec l'obligation de la parité.

Ce qu'il faut garder à l'esprit, c'est que la création à gogo de postes de fonctionnaires inamovibles crée un coût mais aussi et en même temps un manque à gagner de valeur ajoutée dans le secteur privé. **Une double peine économique.** Naturellement, il existe des besoins de gestion dans le secteur public. L'erreur de Sarkozy est d'avoir réduit drastiquement des postes opérationnels de policiers de terrains et d'enseignants. Tout le monde à la toise ! Alors qu'il faut se concentrer sur les postes purement administratifs et que nous avons un taux d'encadrement administratif supérieur à celui de tous les pays qui nous entourent.

On constate qu'avec ces seules trois anomalies graves, nous avons perdu des milliers de milliards de PIB. Et risquons d'en perdre encore plus.

Il faut radicalement casser cette dynamique. Les solutions existent et elles n'ont rien de difficiles à mettre en œuvre. L'important est de garder à l'esprit cette règle de pouce fondamentale qu'un poste de fonctionnaire administratif créé, c'est deux postes de producteurs que l'on supprime ! Moins de richesse et plus d'impôts.

Les réformes indispensables du secteur public

- Contractualisation massive de la fonction publique

La Suisse, comme beaucoup d'autres pays, a compris que la diversification des compétences nécessaires pour faire fonctionner les services d'un Etat moderne était incompatible avec des formes de contrats et d'organisation du travail datant de plusieurs siècles et parfois issus de la féodalité.

A l'âge de l'intelligence artificielle, le « rond de cuir » protégé à vie par un statut sacralisé n'est peut-être pas le modèle le plus attractif ni le plus efficace. Des méthodes

nouvelles doivent être introduites avec parfois des changements radicaux d'organisation. Elles induisent souvent des réductions de personnel et une modification du panier de compétences.

On ne peut pas faire coexister durablement un secteur privé obligé à des efforts ininterrompus de productivité, qui permet la hausse globale des revenus, et un autre figé dans des méthodes périmées mais qui exigent de bénéficier de la hausse des revenus due aux efforts des autres.

Il est immoral de voir les crises à répétition frapper durement les salariés du privé, confrontés aux faillites et aux pertes d'activités, alors que le secteur public reste non affecté et finit par voir ses rémunérations moyennes dépasser celles du privé.

Il est même honteux de constater que les lois de Parkinson qui explicitent le soin mis par la bureaucratie à se reproduire et à s'étendre sans limites et sans rapport avec des besoins objectifs, restent toujours aussi valables, sans véritables actions correctrices.

Un bon ministre est celui qui fait croître les budgets du ministère. Celui qui parvient à créer des cellules régionales et départementales est un héros sacralisé. On l'a vu au ministère de la santé avec les 18.000 fonctionnaires au Ministère et dans les ARS (agences régionales de santé).

Si, dans l'entre-soi, on peut également créer des « machins » qui peuvent déroger aux règles de la fonction publique, c'est le jackpot. Un « machin » c'est un président avec un cabinet, et un directeur général avec un cabinet, et des services qui deviennent rapidement pléthoriques qui se créent réciproquement du travail

Il faut voir aux plus bas échelons la frénésie des petites mains qui attendent d'être « titularisés ». Enfin tranquille à vie ! Ouf ! Avec des syndicats pléthoriques qui empêcheront toute évolution.

Soyons clairs et audacieux, comme le demande Bruno Retailleau dans son excellent article du JDD daté du 15 juin 2025 :

Il faut supprimer le statut de fonctionnaire jusqu'à la catégorie A+ exclu. Une secrétaire, un informaticien, un nettoyeur de rue, un expert en IA, un comptable, etc. n'a pas à disposer d'un statut de fonctionnaire garanti à vie. L'impossibilité de licencier empêche de véritables réformes et la redistribution de postes. La muraille du statut empêche le retour dans le privé qui manque de bras, temporairement ou non. Le non-recrutement comme moyen de réduction des effectifs est une mesure trop distanciée du terrain pour avoir une grande efficacité.

Evidemment, il peut y avoir des compétences proprement administratives à apprendre, à comprendre et à savoir appliquer. On peut prévoir des formations qualifiantes sans accorder un statut de fonctionnaire.

Il n'y a pratiquement plus de secrétaires-dactylos dans le privé pour les cadres et encore une pléthore dans le public.

La requalification en contractuel de la majorité des personnels généraux et techniques est la seule mesure qui permet de réformer réellement le bloc de 5 millions de fonctionnaires actuels. Cela ne veut évidemment pas dire que les instituteurs, les enseignants, les militaires, les juges etc. ne doivent pas disposer d'un cadre particulier.

Mais les statuts éternels doivent être réservés à des fonctions très spécialisées. Un employé d'un service de l'Etat doit pouvoir aller faire un tour dans le privé et réciproquement quelqu'un qui a travaillé au départ dans le privé peut faire un tour dans le public. Tout cela doit devenir fluide. Si un service administratif devenu caduque est fermé, ses employés doivent pouvoir fluidement être recasés dans le privé.

Le gouvernement Bayrou doit présenter, à l'automne, une réforme de la fonction publique, par l'intermédiaire de son ministre dédié, Stanislas Guerini. L'une des principales mesures devrait être la suppression des catégories A, B et C, qui classent les fonctionnaires selon leur niveau de diplôme et qui définissent leur rémunération, et la possibilité de mettre fin à l'emploi à vie. Chiche !

Une fois de plus on nage dans l'hypocrisie. Le ministre parle **d'améliorer les conditions** des agents publics, en supprimant des limitations et des contraintes, tout en introduisant une rémunération au mérite.

Soyons clair : le but est de permettre les restructurations, les réductions de postes et un meilleur équilibre des compétences entre privé et public. C'est un objectif national. Pas une simple réforme du statut.

- **Sous-traitance massive à des sociétés privées mises en concurrence**

A partir où la France se sera dégagée des contraintes de la fonction publique, il deviendra beaucoup plus facile de sous-traiter certaines fonctions à des sociétés privées disposant des certifications nécessaires. On ne parle pas ici de concessions de services publics, mais de fonctions techniques et administratives.

- **Réduction du nombre des hauts fonctionnaires et nouvelles incompatibilités**

Nous avons aujourd'hui beaucoup trop de hauts fonctionnaires. Il faut revenir à un maximum de 15.000. Le développement des subventions et des tutelles pousse naturellement à la multiplication des postes. La réduction de l'hydre étatique suppose celle des effectifs. En contrepartie, on évitera que les hauts fonctionnaires continuent à coloniser la politique.

Deux mesures fortes sont en débat qui vise à mettre fin à « l'énarchie compassionnelle » qui domine la vie politique depuis 1973 et il est légitime que le pouvoir politique tranche :

- L'incompatibilité entre statut de haut fonctionnaire et d'élu au Parlement. On ne peut pas être juge et parti, et être élu dans des assemblées qui votent votre rémunération et vos conditions d'existence. C'est le cas dans pratiquement toutes les démocraties qui sont fondées sur la séparation des pouvoirs.

- Le cumul de rémunérations publiques. Nul ne peut cumuler deux rémunérations de l'Etat. Il choisit celle qu'il préfère mais ne peut pas cumuler.

Certains demandent plus : que le revenu statutaire soit maintenu quel que soit le détachement s'il s'agit d'une société publique (ou quasi publique comme la SNCF, AIR France KLM, diverses banques) ou d'un poste politique. A la retraite, le montant serait celui associé au statut, pour éviter qu'un même haut fonctionnaire puisse cumuler parfois jusqu'à dix retraites correspondant à des détachements politiques (Maire ou conseiller municipal, député, sénateur, députés européen, président de ceci ou de cela). Comme l'affirmait récemment un intervenant dans un débat télévisé : « si les gens savaient le montant cumulé de la retraite d'un Fabius, d'un Hollande ou d'un Juppé, les réactions risqueraient d'être violentes ».

- **Réduction des agences et autres établissements publics plus ou moins autonomes.**

On compte près de 1200 agences de ce type, à qui la loi a permis de gérer loin de l'influence des politiques et du gouvernement, des secteurs entiers de la vie publique. Chacun de ces « machins » est doté de structures de gouvernance pléthoriques avec Président, Directeur général, chef de cabinet, comités etc. Plus des équipes dont l'effectif suit la loi de Parkinson sans aucun frein. Un bon président place les copains, en respectant les hiérarchies cachées de l'Enarchie compassionnelle et bienveillante. Un rapport annuel insistera sur les obligations nouvelles qui imposent d'étendre le rôle du bazar. Comme l'énarchie dispose de places au Parlement et au gouvernement, voire à la présidence, se faire entendre ne présente aucune difficulté. On peut s'y affranchir des règles de la fonction publique. Les rémunérations peuvent doubler ou tripler les maximas légaux pour les hauts fonctionnaires. La rotation régulière des présidences permet de bien répartir le gâteau dans la caste. Les contrôles sont pour l'essentiel inexistantes. Les rapports annuels sont des éléments de langage qui magnifient l'extraordinaire service rendu au public, avec malheureusement des moyens trop réduits. Et vogue la galère et désormais les flottilles !

L'objectif est de réduire de plus de moitié ces institutions dont certaines doivent être purement et simplement dissoutes. Pour celles qui resteront il doit être clair que les fonctionnaires qui y seront détachés le seront aux conditions de leur statut de rattachement.

- **Conclusion :**

Nous voulons des administrations bien gérées avec des hauts fonctionnaires de qualité décidés à justement trouver leur fierté dans la qualité des organismes qu'ils dirigent et capables de porter des projets efficaces sans céder aux syndicats et sans effet de caste. Nous n'avons pas besoin de statuts publics pour l'emploi de secrétaires et de techniciens.

L'ENA ou, quel que soit son nom, l'école qui forme les hauts fonctionnaires, n'est pas un centre d'ingénierie. On évitera de confier la direction de services publics techniques à de simples généralistes. EDF n'a pas à être dirigée par des énarques pas plus que la Poste ou la RATP ou la SNCF ou Air-France. Un poste de Premier Ministre suivant ou précédant la direction d'une société d'autobus, avant de présider une société de chemins de fer, est considéré comme une simple étape de carrière de haut fonctionnaire. C'est une mascarade et un détournement des institutions.

Il suffit de lire les déclarations de revenus et de fortune imposées à tout ministre pour constater que tout va bien pour la haute fonction publique. Le cas d'Eric Lombard, le prototype de l'inspecteur des finances façon Jurassic Park, toujours le mot prêt pour justifier des impôts, des taxes, des dépenses publiques, des libéralités, des gratuités, des aides, des règlements et des recrutements de fonctionnaires, est emblématique. Le dur travail de haut fonctionnaire « mal payé par rapport au privé », lui a tout de même permis d'accumuler deux dizaines de millions d'euros de fortune et de recevoir trois millions d'euros de revenus d'une société à son nom disposant d'un assez beau capital détenu à 98%.

Le fait que cette réalité ne soit pas connue, discutée et encore moins condamnée est la preuve d'une dérive antidémocratique incontrôlée. Rappelons- le inlassablement : La séparation entre politique et administratif est une règle fondamentale de la démocratie et appliquée strictement dans la plupart des démocraties occidentales. On ne peut pas cumuler, pire encore, en famille, le pouvoir administratif, le pouvoir économique, le pouvoir politique et l'information. On crée un déficit de représentativité des institutions élues avec une inégalité de fait majeure entre les hommes politiques simple citoyen d'un côté et les seigneurs de l'armature de l'Etat de l'autre.

La République française se trouvera bien de revenir à la normalité démocratique. On ne prive naturellement personne de la possibilité d'une carrière politique. Mais il faut en assumer les conditions et pour un fonctionnaire démissionner de la fonction publique pour être élu au Parlement. Naturellement ce texte ne s'appliquera pas pour les détachements en cours qui pourront aller à leur terme.

On verra aussitôt que le recrutement massif et indéfini de fonctionnaires cessera presque aussitôt, comme la pression débilissante sur la dépense publique, la pression fiscale sans limite et l'étouffement de la production.

L'immoralité de carrières de connivence et sans risque avec des rémunérations fabuleuses, en famille, n'est pas le bon moyen de rétablir l'esprit d'une République saine et dynamique.

La montée des extrêmes à droite et à gauche a été clairement nourrie par la neutralisation des alternances, en portant au pouvoir les membres d'une même caste dotée des mêmes réflexes et défendant les mêmes politiques.

La réouverture de la politique à la société civile est un moyen crucial de regagner du dynamisme et de l'engagement citoyen.

Les réformes indispensables du secteur social

- Revenir à système « assurantiel »

La société doit évidemment couvrir le mieux possible les risques sociaux. L'enrichissement qu'ont connu les sociétés occidentales grâce à leur travail et leur capacité d'innovation a permis d'envisager des solutions que la pauvreté initiale empêchait. Eviter que par la maladie, le handicap, le chômage, ou l'âge, les Français sombrent dans la misère est un objectif fondamental qui unit l'ensemble de la communauté nationale.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que la manière dont on a organisé ce qu'on appelle aujourd'hui la Sécurité Sociale est absolument critique. La France a choisi une organisation problématique dès le départ puis l'a fait évoluer de façon intenable, au point, qu'aujourd'hui, elle est en faillite radicale.

Oublions un instant les discours grandiloquents sur le Conseil National de la Résistance. Toutes les réflexions ont commencé avant-guerre et, en partie, autour d'Inspecteurs des finances et de conseillers d'Etat réunis autour de l'idée qu'il fallait faire des réformes de fond pour éviter des défaites honteuses comme celle de mai 40. Leurs travaux ont traversé l'Occupation et se sont formalisés à la Libération.

Ils portent la marque de la période. Certains choix ont été regrettables.

Le premier est la différence des solutions entre le secteur privé, la fonction publique et les entreprises publiques, nombreuses, à la suite des diverses nationalisations opérées avant et après-guerre. Le résultat témoigne plus de rapports de force que d'une pensée rationnelle. Cette disjonction a fini par créer des inégalités fabuleuses et sans aucune justification.

Le second est la centralisation. La Sécurité sociale s'organise pour le secteur privé autour d'un seul organisme proposant un modèle de couverture de risque unique, décidé initialement par les politiques, aujourd'hui, de facto par la haute fonction publique qui n'est pas concernée !

L'assuré « social » ne peut pas choisir entre plusieurs formules, entre plusieurs sociétés d'assurance, entre plusieurs tarifications des risques.

Pour sa voiture, son logement, ses emprunts, ses activités sportives, il a le droit, mais pas pour la maladie ou la retraite, ou seulement de façon complémentaire. Dans bien d'autres pays on peut choisir son organisme de sécurité sociale et au-delà d'un panier de prestations minimales, un arbitrage entre primes et prestations qui peut être différent d'une personne à l'autre.

La concurrence entre les organismes permet de maintenir le coût de gestion dans des limites raisonnables, avec une nécessité d'améliorer constamment la gestion. Ces

organismes doivent avoir des comptes équilibrés par le bon arbitrage entre les souhaits des assurées et ce qu'ils sont prêts à payer. Tu veux partir à 60 ans ? OK ! Voilà ce que tu dois cotiser et la rente que tu auras. Bien sûr elle sera plus faible que si tu pars à 68 ans. Mais tu es libre. C'est toi qui sait ce qui te va le mieux.

Une autre erreur a été de considérer que l'entreprise, dans le cadre d'un paritarisme, devait cotiser pour ses salariés. L'Etat suggère les évolutions qu'il défend à charge pour les « partenaires sociaux » de les décider et de les mettre en œuvre sinon c'est la loi qui s'en occupera. Le résultat de cette erreur a été très clair : toute mesure sociale finit par grever les coûts de production et à faire perdre de la compétitivité aux entreprises françaises, rendant les exportations très difficiles et facilitant l'importation de produits qui ne sont pas grevés par des coûts sociaux.

Au départ, la France, contrairement aux Anglais, par exemple, a choisi un système dit « Bismarckien », excluant toute gratuité et se concentrant sur les gros risques (opérations, hospitalisations, arrêts maladie de longue durée). La gratuité, en déconnectant la dépense du revenu du bénéficiaire, est une machine infernale de destruction massive. Les ravages de la gratuité entraînent aussitôt le contrôle des producteurs et celui des consommateurs. L'Administration a choisi de réduire l'offre, en ne formant peu de médecins et d'infirmières, en concentrant les hôpitaux, en réduisant le pouvoir des chefs de services, en bureaucratisant toutes les décisions, en ne revalorisant pas les actes notamment chirurgicaux ou les accouchements, mais aussi ceux de la médecine de ville. La visite d'un médecin au chevet d'un malade coûte dix fois moins que l'intervention d'un plombier. Malheureusement, à partir de 1968, la gratuité s'est installée et a fini par la situation que l'on voit : déficits monstrueux ; accès à un médecin difficile ; morts sur des brancards aux urgences ; montée de la mortalité etc. Un massacre !

Dernière évolution : les mouvances au pouvoir dans l'Etat et au sein du système d'information, ont fait valoir que la santé était un droit de l'homme et que quiconque venant à se trouver sur le territoire français devait avoir les mêmes droits que les citoyens en matière de santé. On n'a jamais demandé aux Français ce qu'ils en pensaient, rassurez-vous ! Du coup il n'était plus vraiment nécessaire de vérifier si le demandeur avait réellement des droits. La fraude sociale a pris une ampleur importante avec une pléthore des prestations détournées en fournissant des faux-documents non vérifiés (pour réduire la bureaucratie, dira Jospin : faisons confiance !).

Le résultat, on le connaît : le rationnement de l'offre médicale est tel que l'accès au soin est devenu un chemin de croix. La qualité du système médical se dégrade. Nous dégringolons dans les classements. Et nous ne parvenons plus à financer le système qui désormais s'enfonce dans la dette extrême.

Les erreurs d'organisation de la sécurité sociale ont fini par mettre en danger la sécurité sociale qui est désormais en sursis.

Il est IM-POS-SI-BLE de continuer sur cette base. C'est fini ! C'est mort ! Il faut tout réformer avec des idées de rupture claires et puissantes.

- **Imposer un système polycentrique avec une offre diversifiée**

Il faut casser le monolithe URSSAF en trois ou quatre organismes d'ampleur nationale concurrents. C'est le système de la Suisse. Vous êtes obligés de vous assurer mais vous pouvez choisir l'entité qui va collecter vos cotisations et distribuer les prestations que vous avez souscrites.

Comme par hasard la concurrence va obliger ces organismes à bien contrôler que les souscripteurs ne sont pas des fraudeurs, qu'il n'y a pas d'abus et que les coûts de gestion sont les plus faibles possibles. D'autre-part l'impossibilité des déficits rend le ratio coût/prestation le plus équilibré possible.

Chaque citoyen est tenu de s'affilier et de payer lui-même ses cotisations.

Il peut moduler la nature de ses prestations. Pourquoi empêcher ceux qui veulent partir tard ou tôt à la retraite de le faire, sachant que les coûts ne sont pas les mêmes ? On peut également choisir le taux de prise en charge du petit risque. Vous voulez être couvert à 100% pour vos visites médicales et vos médicaments. Libre à vous mais la cotisation ne sera pas la même que si vous prenez une formule avec reste à charge. Comme l'assurance tout risque d'une voiture est d'un prix sans rapport avec un contrat prévoyant une franchise.

Sortir l'entreprise des enjeux assurantiels.

Sauf pour le chômage, l'entreprise doit être sortie très largement du circuit assurantiel. Il n'y a pratiquement plus de différence entre le brut et le net et l'imposable. Le salarié reçoit le salaire plein qui correspond à son poste de travail et ses responsabilités. L'employeur n'a rien à dire sur les choix faits par ses salariés en matière de cotisations et de prestations sociales. C'est leur affaire. S'il le souhaite, il peut naturellement offrir des avantages sociaux à ses salariés pour attirer ou fidéliser son personnel. C'est son choix ! Qu'elle en assume les conséquences sur sa compétitivité.

On remarquera qu'en Suisse ce système a permis de limiter drastiquement le chômage, que les comptes sont maîtrisés, la monnaie forte et les revenus beaucoup plus élevés qu'en France. L'accès au soin et la qualité des soins sont remarquables.

L'exact contraire de la France.

- **La question des prestations financées par la solidarité nationale**

Doit-on conserver des prestations non couvertes par des cotisations ? Le moins possible mais les circonstances de la vie peuvent faire qu'en-effet, vous puissiez vous retrouver momentanément ou durablement dans l'incapacité de travailler et de faire face aux besoins les plus élémentaires de logement et de nourriture, et au paiement de votre couverture assurantielle.

Un système de solidarité nationale est obligatoire. Il ne peut être que national, dans le sens où la nation est une collectivité au destin liée. Il appartient à la nation et à la représentation nationale élue, de faire en sorte que les conditions générales de l'activité

soient les meilleures qu'il est possible, pour éviter un trop grand nombre de situations de détresse. La politique générale est le premier élément d'une politique sociale. Mais on ne doit pas laisser des personnes dans la détresse noire. C'est clair !

Les aides de solidarité doivent toujours être :

- Nationales avec vérification stricte des droits
- Temporaires
- Conditionnelles.

Il faut mettre fin au RSA et autres folies du même type, pour une Allocations Temporaire d'Urgence et Une Allocation Temporaire de Soutien.

Certains proposent la centralisation de toutes les aides et la vérification qu'elles soient toujours inférieures de 20 à 30% du salaire minimum. Pourquoi pas ?

Les aides aux étrangers qui ne travaillent pas ou qui sont en France en fraude ne peuvent ressortir de la solidarité nationale. Personne ne les a invité à venir. Et nous ne sommes pas responsables de la politique, éventuellement désastreuse, de leurs pays d'origine. Elles ne peuvent s'organiser que dans un cadre diplomatique avec leur pays de nationalité et avec une condition stricte de séjour légal. L'AME doit effectivement disparaître, ainsi qu'un droit au logement gratuit totalement abusif, avec une répression impitoyable du squat et du vagabondage.

Il n'y a pas de « droit-à universel à l'entrée en France et à la solidarité nationale ». Sinon on détruit la notion de citoyenneté et le système social, totalement embolisé. Nous sommes le seul pays au monde à avoir cru le contraire. Merci, mais on arrête !nt

- Le cas du soutien à l'enfance

La notion de cause nationale existe et elle est parfaitement légitime. Naturellement, elle ne doit pas être galvaudé et seule des questions vitales pour le pays mérite d'être considérées sous ce vocable.

Aujourd'hui, c'est par exemple le cas de l'enfance.

La légende a été installée pendant des décennies d'une France épargnée par la dénatalité en dépit de la pilule, de l'avortement gratuit à volonté, du planning familial envahissant, de la destruction partielle du mariage, de la réduction voire la suppression pour « les riches » du quotient familial, la disparition des sage-femmes, l'éloignement des maternités, réduites en nombre, la suppression des crèches, la fermeture des écoles primaires, l'exaltation féministe « séparatiste »,... Tout cela a volé en éclat lorsqu'il est enfin apparu clairement que 2025 risquait d'être la première année dans l'histoire millénaire du pays où le remplacement générationnel ne se ferait pas.

Une perspective de disparition programmée de la nation s'ouvre désormais, béante, devant des yeux qui ont encore du mal à se déciller.

Il faut donc une politique familiale active avec restauration d'une aide systématique et universelle, qui cumule exemption fiscale (le quotient familial universel) et les prestations ciblées.

Sur ce point le système proprement assurantiel ne marche pas.

Reformer radicalement le système fiscal

Michel Taly dans son livre « les coulisses de la politique fiscale pointe le défaut criant qui fausse toutes les décisions : personne ne croit devoir préciser les objectifs de la politique fiscale. Cette carence a même été théorisée : « paradoxalement la présentation, en début de campagne d'un programme complet est devenue une erreur tactique et le comble de l'habileté consiste à intervalles réguliers à faire des annonces isolées mais spectaculaires pour imposer son rythme et son terrain ». C'est exactement ce que nous cherchons à réparer. Sans objectifs clairs, note-t-il, « il est impossible d'éviter « une inadéquation grave entre finalité et modalités techniques retenues ».

Pour nous, l'objectif est clair : **revenir à 35% de prélèvement sur le PIB** en sauvegardant au maximum notre capacité de production et en l'encourageant au point qu'elle puisse grimper rapidement de 600 milliards, tout en conservant une capacité suffisante de financement des politiques publiques.

L'atteindre suppose de revoir totalement les principes sur lesquels sont fondés la fiscalité française et sur lesquels « l'Enarchie compassionnelle et bienveillante » n'a jamais demandé leur avis aux Français. Une fois les principes admis, la mise en place ne pose pas réellement de difficulté.

Les principes

Premier principe : peu d'impôts d'assiette extrêmement large.

Second principe : des impôts qui permettent la compétitivité et favorisent la production et les exportations

Troisième principe : pas de niches fiscales

Quatrième principe : Un effet redistributif maîtrisé : restitution du trop perçu par rapport à l'évolution du PIB du fait de la progressivité globale du système, sinon la progressivité joue comme un instrument d'aggravation de la pression fiscale. Un instrument de justice fiscale ne doit pas être détourné pour aggraver continument la pression fiscale globale.

Cinquième principe : pas d'impôts affectés, en particulier pas d'impôts européens.

Sixième principe : des réfections d'impôts uniquement sur de grandes causes nationales exigeant des dépenses importantes de particuliers.

Septième principe : stabilité fiscale de longue durée avec seulement des ajustements à la marge.

Huitième principe : ajuster l'évolution de la masse fiscale à la croissance de la valeur ajoutée des entreprises. Sauf exception, la charge fiscale ne doit pas augmenter plus vite que la croissance de la valeur ajoutée des entreprises.

Neuvième principe : une dette faible et uniquement provisoire en cas de récession, sachant qu'un fond rempli pendant les phases de haute conjoncture doit normalement suffire à couvrir la perte de recettes d'une récession.

Dixième principe : les ministres des finances et du budget ne peuvent pas être Inspecteurs des finances ou simplement hauts fonctionnaires.

On vérifiera qu'il s'agit d'une véritable novation, la France ayant fait exactement tout le contraire pendant près de 50 ans, avec les résultats désastreux que l'on sait, cachés dans une NOVLANG trompeuse.

La nouvelle organisation de la fiscalité

Le système fiscal nouveau est fondé sur cinq impôts nationaux et un impôt local.

L'impôt de solidarité universelle de 5% sur tous les revenus, justifié par le fait que l'état est obligé de financer marginalement des situations sociales de détresse avec des allocations temporaires ou permanente.

L'impôt sur les sociétés de 25%, pour tout résultat supérieur à 10.000 euros annuels. C'est ce qui est demandé presque partout dans les pays dynamiques.

L'impôt sur le revenu : selon un barème démarrant au premier franc. Tous les Français doivent payer l'impôt sur le revenu. Tranche maximale à 50%. On supprime le scandale qui veut que seule une partie minoritaire de la population paie cet impôt. Le montant total collecté est plafonné à 100 milliards d'euros.

L'impôt forfaitaire sur les revenus de l'épargne : il est de 25% quel que soit le type d'épargne (placement financier ou immobilier). S'agissant d'un revenu provenant d'une épargne provenant elle-même d'un revenu déjà taxé, Il est normal de lui donner un statut forfaitaire.

La TVA : au taux de base de 24%, 10% pour les produits de première nécessité, 33% pour certains produits dont on veut freiner l'expansion (voitures polluantes, cigarettes électroniques, etc.) et 50% pour l'alcool, le tabac et les produits énergétiques polluants.

En fonction des recettes les taux sont ajustés pour rester dans l'objectif global de prélèvements

A l'échelon local : la Taxe d'habitation est rétablie avec un prélèvement global de 40 milliards d'euros maximum.

Et c'est tout.

Les réductions d'impôts

Elles ne peuvent correspondre qu'à des objectifs vitaux pour le pays, dont l'obtention peut être réellement favorisée par des mesures ciblées.

Aujourd'hui, comme nous l'avons vu, il n'y en a qu'un : **la natalité.**

On rétablira totalement le quotient familial, en se concentrant sur le troisième enfant, avec une prime supplémentaire à partir du quatrième.

A partir du moment où beaucoup d'impôts frappant l'immobilier ont été supprimés (IFI, plus-value, impôts sur les successions) avec une taxe forfaitaire pour les loyers, on a rétabli les moyens des propriétaires de faire face aux obligations de réduction du coût énergétique des bâtiments. Arrêt des subventions.

Aucune réduction d'impôts ne peut être maintenue sur la base de la profession et du statut. Journalistes, parlementaires, etc.

Un nouveau décor stimulant pour les particuliers, les employeurs et les propriétaires

- Les risques sociaux, maladie, retraites, chômage de longue durée, sont l'affaire de chaque citoyen et pas de l'entreprise. C'est lui qui choisit son organisme de couverture sociale et ses prestations.
- Lorsqu'un employeur paie un salarié, il ne prélève rien. L'augmentation va à 100% dans la poche du salarié. Lorsque l'entreprise exporte, la sécurité sociale ne grève pas les coûts, égalisant la concurrence avec tous les pays n'ayant pas chargé les coûts sociaux sur leur production.
- Lorsqu'on investit dans un bien, on est réellement propriétaire. On ne regarde pas sa maison ni son portefeuille de titres en se disant qu'on n'est en copropriété avec l'Etat en cas de cession ou de succession. On peut investir à cœur joie et conserver le bien autant qu'on le veut dans sa famille.
- Lorsqu'on a créé une entreprise on sait qu'on ne paie d'impôts qu'en cas de bénéfices et qu'on peut la céder sans tracasseries fiscales.
- La discussion entre employeurs et salariés privés ne porte que sur les salaires et les conditions de travail (durée, transport, pénibilité, indemnisation du chômage etc.).
- La durée de travail dans les Administrations est de 39 heures, avec possibilité de travail partiel. Il s'agit d'argent public ! On ne finance pas l'absentéisme et les journées non travaillées pour des prétextes divers.

Un nouveau décor pour les échanges internationaux

L'exportation est favorisée de deux manières :

- Comme nous l'avons vu, en supprimant la surcharge sociale dans les prix de vente
- En favorisant l'implantation en France d'entreprises exportatrices heureuses de trouver un climat fiscal motivant.
- En favorisant l'immigration de salariés experts et de qualité heureux de trouver un environnement propice à l'épanouissement de leur carrière.
- On veillera néanmoins à réguler les prix de transfert, pour rapprocher l'impôt de la formation de son assiette.

Europe

On refuse toute fiscalité » directe affectée à l'Union Européenne qui deviendrait rapidement incontrôlable.

III – Le projet RESPECT DE LA FRANCE

La France, en tant que nation, est-elle en danger ? Faut-il réagir ? Si oui, sur quels thèmes, selon quels principes, avec quelles méthodes et pour quels résultats ?

La question est brûlante, car les difficultés qui sont dénoncées concernent des politiques considérées jusqu'il y a peu comme représentatives d'un bien supérieur qui ne pouvait pas être sérieusement contestée. La France, par un étrange retournement, serait victime de ses grandes tentatives vers le bien et l'émancipation. Elles auraient dérapé et finalement provoqué des catastrophes. Comme l'affirme un dicton bien connu, le mieux aurait été l'ennemi du bien.

Il se serait constitué un politiquement correct en France, correspondant à la recherche d'un bien nouveau et supérieur, dont la contestation serait amoralisée et ignoble, alors que dans les faits les dérives seraient terriblement négatives et entraîneraient la France dans le chaos et diverses catastrophes. Prendre parti sur des sujets pareils n'est jamais facile, sauf pour des partis de rupture qui cherchent à installer leur pouvoir politique sur des formes de dénonciations toujours excessives et passionnelles. LFI et le RN, puisqu'il s'agit d'eux, ont fini par représenter une part proche de 50% de l'électorat, et marginalisé les « partis de gouvernement » qui assurent l'alternance depuis la révolution culturelle de 1968.

Il suffit d'énumérer les thèmes de ce volet politique pour comprendre l'ampleur et la difficulté des questions posées :

- L'Union européenne a-t-elle vidé la politique française de toute indépendance, au point aujourd'hui que ses parlementaires n'auraient plus la moindre importance ? Toute remise en cause doit-elle restée tabou ?
- La justice a-t-elle été pervertie par le justicialisme au point qu'elle serait aujourd'hui effondrée et une cause de la montée manifeste de la délinquance et de la violence ?
- L'écologisme délirant et à dimension religieuse et fanatique, a-t-il saccagé la bonne réputation de l'action en faveur de l'environnement et commencer à nuire féroce aux Français ?
- L'Education nationale publique s'est-elle effondrée sous les coups de butoir d'une gauche décidée à imposer ses règles au détriment de l'autorité des maîtres, de la défense de la culture française, de la rigueur et du travail, et finalement de la discipline ?

- La société a-t-elle été déstabilisée tout-entière par les mouvements dénonçant le sort fait aux femmes, aux minorités sexuelles, aux Roms et aux étrangers, tout en favorisant une immigration de masse finalement impossible à assimiler ?

Sous tutelle de la gauche sur toutes les questions dites sociétales, la droite s'est montrée d'une grande timidité.

Faut-il continuer à sacraliser des slogans pour beaucoup venant de mai 1968 et qui ont provoqué des désastres ? Faut-il abandonner des questions nationales et sociétales critiques à des partis extrémistes ?

« Non à la répression » et « CRS-SS » ont justifié un effondrement de la répression et le développement d'une doctrine et d'une pratique « justicialiste » qui fait de l'intention et de l'identité des mis en cause, et de l'orientation politique du juge, la base des jugements et non les faits et la loi.

Au nom de l'emprise bourgeoise et de la reproduction des élites on a créé un système scolaire qui n'enseigne plus et qui n'encourage pas la sélection et le travail. Et nous voilà dans le tourbillon de la baisse de niveau des professeurs et des élèves une volonté de transformer l'élève, dès la maternelle en bon komsomol imprégné par les slogans d'un wokisme sans répression. Pire encore, on voit des directeurs de grands lycées parisiens comme Louis le Grand rédiger des circulaires pour permettre à des élèves politisés d'imposer leur pouvoir dans l'établissement et se livrer à des manifestations antisémites !

Au nom de la survie de la terre, et sous l'influence d'une petite clique menée par un certain Maurice Strong à l'ONU, la politique environnementale a éclaté en trois morceaux très différents :

- La politique environnementale de contrôle des pollutions qui ne fait pas problème et qui est soutenue par tous
- La glorification religieuse de la nature qui fait des insectes, des animaux et des végétaux des divinités sacrées, interdisant désormais d'y toucher par quelque aménagement que ce soit.
- L'association de l'évolution du climat à l'action dévastatrice de l'homme symbolisée par la production de CO2 anthropique capable de provoquer un réchauffement cataclysmique mettant fin à la vie sur terre.

L'union Européenne depuis Maastricht a vu le Parlement Européen devenir une foire à tout, dominée par les lobbies et les ONG sacralisées, avec des textes étouffants qui ont remis en cause l'énergie, l'industrie, l'agriculture, la construction et provoqué un déclassement de l'Europe par rapport aux Etats Unis et à l'Asie.

Les mouvements totalement libres de personnes, de produits et de capitaux, associés à l'impuissance juridique des gouvernements, a conduit à une immigration musulmane de masse, au rachat de nos fleurons par l'étranger et des déficits commerciaux abyssaux.

Ce diagnostic est désormais partagé par le pays comme par la majorité des élites politiques. Malheureusement ces thèmes ayant été préempté par les extrémistes de tous bords, toute réaction par des parties de gouvernement est devenue suspecte.

Sommes-nous dans une impasse ?

Non, mais toute action doit être précise et fondée sur des remises en cause absolument nécessaires sans outrance. Ces questions étant largement dans le débat politique depuis longtemps, nous ne ferons qu'un rappel des décisions fondamentales.

1. Rétablir l'équilibre entre démocratie et cour de justice

Différentes cours de justice ont annexé les déclarations des droits de l'homme, listés dans les traités européens et la constitution française, et prétendent en tirer matière à censurer les lois. Ce « coup d'état des juges » ne doit plus être toléré car il vide radicalement le rôle du législatif, désormais sous tutelle. Le gouvernement des juges est une déviation anti démocratique pas le stade suprême de la démocratie.

Une révision constitutionnelle rappellera que l'interprétation des préambules de la constitution appartient au peuple par la voie de la représentation nationale et par le referendum, qui donnent corps aux principes généraux.

Il sera également rappelé que la justice n'a pas à créer de nouveaux droits de l'homme et du citoyen à sa convenance.

On supprimera toutes les lois de type Gayssot qui prétendent qualifier de haineuses des opinions. Le débat est libre, avec comme limite la calomnie et l'insulte. La haine n'est pas un objet de droit.

Un délit de « justicialisme » sera institué permettant de sanctionner fortement la déviation de certains juges qui font passer leur idées politiques avant la loi et considèrent que le droit étant un moment des luttes il est légitime de ne pas l'appliquer ou de tenter de la modifier par la jurisprudence. Il n'y a pas de justice si le juge est soupçonné de biais politique. Le syndicat de la Magistrature sera enfin dissout.

2. Rétablir la qualité de l'enseignement

Le rétablissement de l'institution scolaire ne peut venir que de cinq mesures :

- Le retour de la sélection
- L'arrêt de la féminisation presque totale du corps enseignant
- Le retour d'une discipline stricte
- L'arrêt de l'influence des associations Woke ou ethniques dès l'école maternelle.
- La fin de la cogestion avec des syndicats politisés.
- L'interdiction de l'écriture genrée dite inclusive

3. Rétablir une vision correcte de l'Union Européenne

L'Union européenne n'est pas un état fédéral et la commission n'est pas un gouvernement.

Depuis Maastricht, le Parlement se saisit de tout et de rien sans respecter quelques règles que ce soit.

Le poids des lobbies et des subventions à des associations « amies » et totalement excessifs.

Les commissaires européens peuvent provoquer des catastrophes sans être contrôlables.

On l'a vu avec l'action démente de Timmermans en matière d'écologie uniquement du fait de sa volonté de devenir Président du conseil en Hollande ce qui impliquait l'accord des écologistes.

L'Europe a fini par promouvoir le Wokisme, l'immigrationnisme, l'islamisme, la décroissance agricole et la jachère, la destruction de l'énergie nucléaire, etc. Tout cela est intolérable.

Cela signifie aussi qu'on défende les positions françaises en Europe ce qui n'est plus le cas depuis des lustres, mais surtout depuis qu'Emmanuel Macron est président de la République. Rappelons que son premier geste est d'aller faire sa révérence à la CEDH.

4. Rétablir une vision programmatique et utile de l'écologie

L'écologisme n'est pas l'écologie et les déviations honteuses et destructrices qui ont été promues par les « escrologistes », là où ils ont pris le pouvoir, n'ont rien de satisfaisantes.

Il faut donc que la droite redéfinisse ce qu'elle entend promouvoir de l'écologie qui doit cesser d'être passionnelle et redevenir rationnelle, cesser d'être idéologique pour redevenir de bon sens, et cesser d'être paniquante et surtout mensongère. On peut contester les conclusions du GIEC sans être condamnable a priori. Le retour de bâton que l'on observe est légitime. Il n'y aura pas de retour en arrière. La pensée doit l'emporter sur la propagande et la manipulation des esprits. Les lobbies doivent être sous contrôle.

5. Rétablir la souveraineté de la France sur les questions d'immigration et lutter contre l'islamisme militant.

L'entrée clandestine d'immigrés non souhaités n'est pas un droit de l'homme. L'envahissement par des marées d'immigrés originaires de pays islamiques n'est pas souhaitable dans un contexte d'exaltation violente et terroriste de l'islam avec affrontement violent entre factions.

Ces sujets sont délicats et demandent sang-froid et hauteur de vue. Si des actions peuvent être prises très rapidement, il faut admettre que le travail de correction des déviances sera long et demandera de la ténacité.

C'est pour cela que les dirigeants de LR doivent incarner véritablement le retour à une France libre et puissante, sans soucis du qu'en dira-t-on gauchiste.

6. Rétablir la liberté de pensée et empêcher les chasses à l'homme médiatiques

La mise au pilori par des associations, des journalistes, des commentateurs, toujours « de gauche » et tentés par l'intolérance systématique et parfois mortelle est devenue un exercice ritualisé en France. Le pays de la pensée libre est touché au cœur par ses pratiques dites de « contraintes sociales » issus du protestantisme américain. Des professeurs, des journalistes ou de simples participants à la vie démocratique se retrouvent privés de parole mais aussi de vie professionnelle par l'effet de chasses à l'homme médiatiques sans pitié. On n'imagine pas l'ampleur qu'a pris ce phénomène qui peut vous faire perdre pour une phrase ou pour un engagement sur un sujet donné votre réputation et votre vie professionnelle et sociale.

Un exemple : la mort d'Eric Denécé, inconnu du grand public, retrouvé mort à la mi-juin 2025. Ce n'est pas un petit auteur : 39 livres sur de nombreuses questions géopolitiques souvent sensibles. Il pouvait réfléchir dans tous les azimuts et dénoncer des comportements, des actes ou des politiques sans trop se préoccuper de l'opinion dominante et des pouvoirs officiels ou officieux. Observer la réalité, la définir, l'éclairer et en tirer des leçons parfois amères mettant en cause les auteurs quels qu'ils soient. Ses réserves sur la cause ukrainienne lui valurent un traitement infamant. « Ses rivaux insinuaient ou insultaient. Plus aucun débat. L'anathème. » écrit Vincent Hervouet. Déjà ses réserves sur le Kosovo lui avaient coûté cher, comme ses révélations sur l'affaire Alstom ou la guerre en Afghanistan. Mais, désormais accusé de poutinisme, d'extrême-droitisation, il devenait « sulfureux », « controversé ». Plus de commande, plus de conférence, plus d'édition. La mort sociale ! Le mort tout court !

On peut mourir socialement en France de sa liberté de parole. de ses thèses étaient difficiles à entendre et même à admettre. On a tous des attachements et des convictions qui dépassent le cadre de la simple rationalité. Mais c'est le jeu de la libre parole qui reste toujours honorable quand elle est nourrie d'une vraie observation des faits et d'une analyse un minimum objective. Mourir pour avoir écrit et parlé, cela nous met au niveau de la dictature algérienne !

Et on ne devrait laisser faire ! Les pourvoyeurs de piloris médiatiques qui assassinent la liberté de parole française doivent être mis hors d'état de nuire, surtout lorsque ce sont des journalistes de services publics qui jouent les Fouquier-Tinville de plateaux et des associations lourdement subventionnés.

La question ultra polémique des alliances électorales

Le mouvement issu du gaullisme est le seul à disposer de la légitimité pour redresser durablement le pays, malgré les divagations et erreurs qui l'ont conduit à la marginalisation.

Le gauchisme, qu'il soit escrologiste ou dans l'extrémisme anticapitaliste, anti-homme blanc, antisémite, violent et débile, est déconsidéré. Le ralliement du PS à Mélenchon l'exclut radicalement de la capacité de gouverner à nouveau. Le bilan du quinquennat Hollande ne poussait déjà pas à la revoyure !

L'extrême-droite traîne sa mauvaise réputation et une vision à la fois nationaliste et socialiste, qui n'a pas de sens pratique aujourd'hui. Marine le Pen est désormais hors-jeu et le propre Jordan Bardella a tout du « pot de yoghourt bien lavé mais vide », comme l'a décrit une langue de vipère acérée, après des législatives anticipées marquées par la peur panique d'un gouvernement Bardella en cas de victoire du RN. Ce n'est pas de là que viendra spontanément le véritable sursaut.

En revanche, il faut garder à l'esprit que les militants LR qui ont rejoint le RN, en acceptant d'être des réprouvés et les électeurs RN qui ont été traités de Nazis voulant revenir aux massacres d'Oradour sur Glane, sont désormais solidement ancrés dans leur choix. Croire qu'on pourra facilement obtenir le même résultat que Sarkozy en 2007, qui a vidé le vote FN, est désormais utopique à très court terme.

Emmanuel Macron a déconsidéré, certains disent déshonoré, le centrisme étatiste, fiscaliste, wokiste, laxiste et européiste, pour longtemps.

Cela donne une responsabilité particulière au mouvement issu du gaullisme. ***A la condition impérative et sine qua non qu'il prenne en main les problèmes de la nation et qu'il ose faire l'effort programmatique fondamental nécessaire.***

Tant que les Français ne sauront pas où on les mène et n'adhéreront pas à un programme complet de redressement, rien ne se passera.

Naturellement, c'est par la confrontation des programmes que des alliances peuvent être conclues et il en faudra. LR seul est un étiage très bas. Revenir entre 15 et 20% de l'électorat ne peut se faire qu'en consolidant des victoires successives, en commençant par les Municipales. C'est l'élection la plus favorable aux alliances extérieures certes mais aux conflits internes de candidatures. Une fois le programme voté par les militants tout le monde devra se rallier ou partir. Aucun candidat à aucun poste d'élu ne pourra être un dissident.

En revanche il faut être totalement ouvert sur la question des alliances basées sur le projet, avec un pragmatisme absolu. L'important est de vaincre les coalitions LFI-Verts-Socialistes qui sont clairement destructrices du pays. Oui l'important est de bien cerner les dangers destructeurs qui peuvent encore aggraver la situation et les combattre par tout moyen. Le danger électoral vient de Mélenchon, qui a cannibalisé la gauche dans

un sens que beaucoup considère comme une aventure abjecte mais politiquement efficace. La victoire de Mélenchon est la pire menace que nous devons conjurer.

Certains considèrent que deux positions de principes conflictuelles sont en concurrence au sein de LR:

- bloc central vu comme une union naturelle et morale avec le centre et éventuellement les socialistes ;
- union des droites.

Depuis 2017 les analystes politiques suggèrent que le seul avenir pour les chefs de LR est de choisir là où ils veulent être vassalisés comme structure déchue et désormais faible. Supplétif de l'extrême centre ou de l'extrême-droite ! Tel serait le choix.

Ils devraient réactualiser leur discours.

Le macronisme est mort et son créateur déconsidéré. Ce « bloc central » n'est pas fissuré, il est pulvérisé façon puzzle en écuries présidentielles concurrentes . Pour LR se rallier à ces micros partis, sans aucun programme, comme supplétif n'a pas de sens. Croire qu'un concours de beauté aux prochaines présidentielles permettra de choisir le président qui forgera une nouvelle combinaison du bloc, sur un vague lot d'éléments de langage qui n'engage à rien est une hypothèse amusante. Il est probable qu'un tel premier tour se terminerait avec le RN en tête et une coalition LFI en second.

La mise hors-jeu judiciaire de Marine Le Pen est désormais certaine, les faits délictueux et la jurisprudence associées sont parfaitement clairs. Le RN va vivre deux années probablement difficiles, d'autant plus que l'ancrage municipal, sauf sans le sud-est, n'est pas terrible et n'est pas un terrain de conquête.

La tentative d'Eric Zemmour a changé et pour longtemps la prise en compte des questions graves posées par une immigration musulmane de peuplement. Mais l'erreur de l'alliance avec Marion Maréchal et l'étroitesse programmatique de sa démarche (qu'il nie mais sans convaincre) ne lui ont pas permis d'entrer pleinement dans le grand jeu. Les élections municipales s'annoncent très difficiles pour Reconquête.

La tentative solitaire et désespérée d'Éric Ciotti de négocier un accord électoral avec le RN, sans que ce changement de cap ne soit présenté aux militants et validé par les instances de LR était aussi folle que la dissolution voulue par Emmanuel Macron qui en a été la justification. Le programme sur lequel il a négocié avec le RN est resté inconnu alors que l'entomologiste qui s'y penchera rétrospectivement retrouvera beaucoup des idées défendues ici. Dans les circonstances, personne n'a compris qu'il y avait programme et alliance programmatique. De ce fait l'acte solitaire d'Éric a été jugé comme un simple ralliement au RN et l'avenir de sa formation est incertain.

Si, dans la forme, la décision de négocier dans ces circonstances étranges était clairement intolérable, rien ne s'oppose que dans le cadre d'une procédure collective et publique, avec un objectif de victoire, des accords programmatiques négociés connus

et explicites puissent être passés et avec Reconquête, et avec l'UDF de Ciotti et avec le RN.

La difficulté est que le RN se croit suffisamment fort pour « en finir avec LR » un peu de la même façon qu'Emmanuel Macron avait fait de LR le parti à abattre, soit, comme aux Municipales à Paris, en faisant réélire Mme Hidalgo ses adversaires, soit en favorisant les dissidences, soit en bloquant tout accord de gouvernement lorsqu'il est devenu minoritaire.

Si la notion de « socle commun » est un simple accord d'appareils avec des centristes qui ne savent plus où ils sont mais disposent d'une pléthore de leaders qui se voient une chance présidentielle, sans aucun programme sinon des slogans politiquement corrects, on ne voit pas trop le débouché national positif. Répétons-le ! Le résultat risque d'être plutôt un affrontement entre LFI et le RN au second tour des Présidentielles, avec un ralliement sans gloire au RN pour empêcher la victoire destructrice de Mélenchon.

Il est à ce stade impossible de définir à l'avance ce que seront les circonstances politiques précises lors des élections à venir, sachant que, de toutes façons, si des alliances sont possibles, ce ne pourra être qu'avec des partis qui ont souhaité la mort de LR !

Dans ces conditions la seule solution intelligente qui prépare l'avenir est de **doter LR d'une parole unie et forte autour d'un projet de redressement national puissant et complet**, et d'y associer le maximum de Français. On verra les rapports de force qui s'installeront. La politique politicienne entrera alors en action, en gardant en tête les deux objectifs critiques :

- Redresser fortement et durablement la France
- Empêcher la gauche unie à l'extrême gauche et aux Verts de conserver le pouvoir municipal et de conquérir le pouvoir législatif et exécutif.

CONCLUSION

Pour bien marquer le changement radical qui s'opère à LR nous proposons un changement de nom, de logo et de devise. Les temps nouveaux exigent des symboles nouveaux.

Le nom : Forces Françaises

Le slogan : Libres

Le logo :



La base militante crie au futur président du mouvement : tout est là pour agir ! Il faut y aller sans faiblesse. Le pays a besoin de nous. Nous savons exactement ce qu'il faut faire. Alors courage et on fonce !

Vive les Forces Françaises Libres.